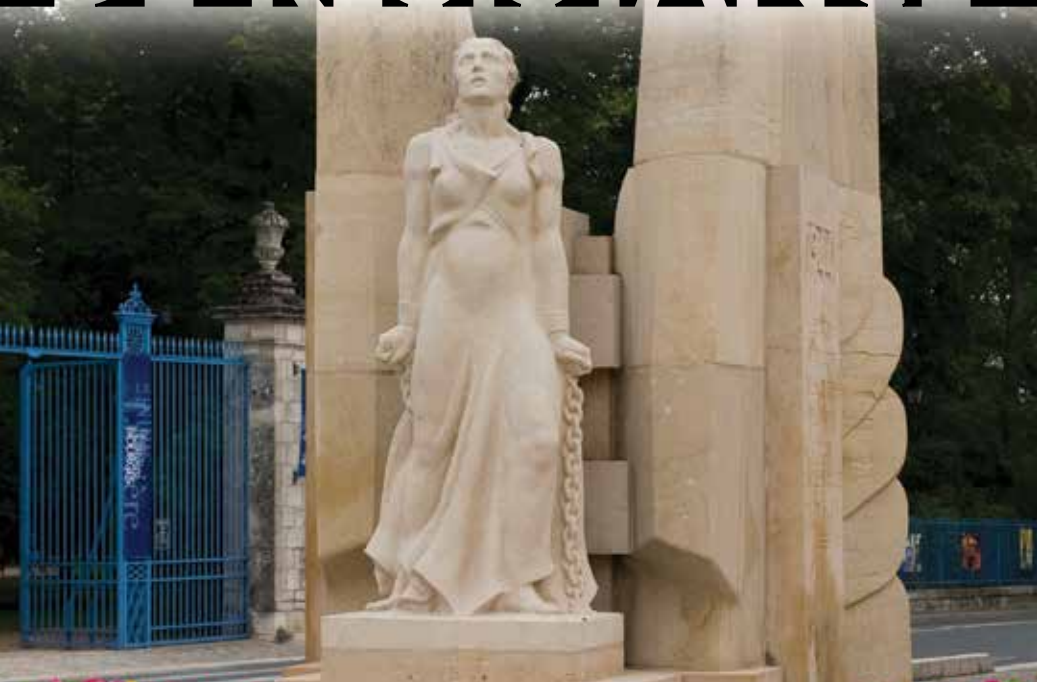


| MUSÉE
DE LA RÉSISTANCE
ET DE LA DÉPORTATION
DU CHER |

TERRES DE RÉSISTANCE



➤ **BOURGES
ET SA RÉGION**



> REMERCIEMENTS ET CRÉDITS

Brochure réalisée à l'initiative de l'association des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, en partenariat avec le Département du Cher et la Ville de Bourges, et le soutien de l'association nationale des anciens combattants et ami(e)s de la Résistance.

Avec la participation de Jean-Claude Sandrier, Xavier Laurent, Pierre Dedet, Alice Lucchini et Jean-Michel Athomas

Rédaction : Cécile Contassot, François Rullon, Michel Picard, Aline de la Perrelle et Xavier Truffaut

Suivi éditorial et documentaire : Xavier Truffaut, Jérémy Langlois et Édith Jayet

Photographies : Jean-Michel Athomas et François Lauginie

Conception graphique et cartographique : Emmanuel Biaud-Mauduit, Direction des Archives départementales et du patrimoine - musée de la Résistance et de la Déportation

Crédits photographiques et documentaires : Archives départementales du Cher - Association des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher.

Photographie de couverture : Monument dédié à la Résistance de Bourges.
DADP18 – F. Lauginie

Des extraits de témoignages issus des fonds audiovisuels des Archives départementales du Cher sont accessibles en scanant les QR codes présentés dans la brochure.

> ÉDITORIAL

80 ans ont passé depuis la Libération. Le Département du Cher, la Ville de Bourges et l'association des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation se sont associés, à l'occasion de cet anniversaire, pour la parution du troisième livret de la collection Terres de Résistance consacré à Bourges et à ses environs.

Après Châteaumeillant et Graçay, chefs-lieux de cantons ruraux, c'est donc la plus grande ville du Cher, avec ses 50 000 habitants au déclenchement des hostilités, qui retient ici l'attention. Située en zone occupée mais à quelques kilomètres de la ligne de démarcation, Bourges est investie par les Allemands en juin 1940 qui s'installent dans ses casernes, réquisitionnent son terrain d'aviation et captent la production d'armement de ses usines.

Après la sidération de la défaite et malgré la présence des forces d'occupation, les résistants se regroupent et entament un travail de contre-propagande pour réveiller les consciences. Ils fournissent des renseignements aux alliés, organisent des filières d'évasion et mènent des actions de plus en plus hardies contre les Allemands et ceux qui les soutiennent. Toutes les sensibilités politiques et spirituelles sont représentées, de l'ouvrier communiste au patron de droite, du franc-maçon au prêtre.

Le régime de Vichy et la police allemande conjuguent leurs efforts pour réprimer cette opposition, mais les arrestations, les déportations et les exécutions sommaires ne viennent pas à bout du courage des résistants, de plus en plus soutenus par une population lassée par les privations et les violences.

Le 6 septembre 1944, la Résistance libère Bourges, avec l'aide de parachutistes largués derrière les lignes ennemies pour appuyer les maquis, mais sans intervention directe des armées alliées qui opèrent plus au nord. La République restaurée reprend possession de la préfecture et du palais de justice, la presse retrouve sa liberté, le comité départemental de Libération organise le ravitaillement et la poursuite des collaborateurs.

Ce livret se ferme sur une carte des stèles et monuments rappelant le souvenir de la Seconde Guerre mondiale dans l'agglomération de Bourges et sur une liste des Berruyers tombés pour la France. Leur sacrifice nous oblige, ne les oublions jamais !



Jacques FLEURY

Président
du Conseil départemental du Cher



Sophie CHESTIER

Vice-présidente
du Conseil départemental du Cher
chargée de la culture et du patrimoine



Yann GALUT

Maire de Bourges

> ÉDITORIAL

Hommage à ces combattants de la liberté de notre territoire berruyer dont les noms et prénoms ont été bien trop souvent oubliés par leurs contemporains. Par ce livret, nous nous rappelons de ces femmes et de ces hommes qui ont refusé le projet sombre et inhumain d'Hitler et des nazis, en donnant leur labeur, leur jeunesse pour beaucoup d'entre eux et leur sang.

Il fallait refuser l'absolue fatalité de la débâcle et du désastre de 1940. Il a fallu croire que l'armistice du 22 juin 1940, la fin de la III^e République et l'avènement du Régime de Vichy ne pouvaient pas être une solution envisageable pour le bien de notre nation. Il fallait faire émerger cette voix du refus dont l'écho provenait de Londres.

Dès 1941, les héros de la nuit, ceux des maquis et ceux des réseaux de résistance, luttèrent sous le joug de l'occupant et de ses collaborateurs, en prenant le risque de braver les vexations imposées par les autorités allemandes et en faisant face aux forces nazies.

En coupant des lignes téléphoniques, en faisant de la désobéissance civile ou en faisant franchir à des personnes clandestines la ligne de démarcation, les valeurs de l'humanisme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ne font que l'emporter progressivement sur la barbarie.

Si nous devons retenir quelques mots de cet ouvrage, c'est : ne pas oublier. Inspirons-nous de ces résistants qui n'ont jamais cédé à la lâcheté, à la capitulation et à cette douleur qui se cache dans la haine et l'exclusion de l'autre, que ce soit pour des motifs liés au racisme, à l'antisémitisme ou à l'orientation sexuelle.



BOURGES ET SA RÉGION 1940-1942 – DADP18

> AVANT-PROPOS

Ce document est un hommage aux femmes et aux hommes du territoire de Bourges qui ont contribué à combattre le fascisme, libérer la France de l'occupation nazie et de ses collaborateurs, contribué à donner à la République un programme de progrès social.

Le fascisme, né dans les années 1920, symbolisé par Adolf Hitler, a propagé la haine, celle des Juifs mais aussi de toutes celles et ceux qui combattaient une idéologie xénophobe, antisémite, raciste et antidémocratique.

Vous allez découvrir des lieux, des actions qui témoignent de l'engagement de ces résistants. Vous apprendrez leurs noms et parmi eux : Marcel Haegelen, les frères Cherrier Marcel et René, Jane Boiteau, Élie Bourliaud, Andrès Pontoizeau, Camille Lerâle, le docteur Malgras, Ginette Sochet, Marcel Plaisant, Edme Boiché, Alfred Stanke.

Elles et ils ont su résister à tous les abandons, toutes les lâchetés, toutes les capitulations qui ont laissé le fascisme envahir et écraser l'Europe. Notre devoir est de ne pas oublier pourquoi et comment nous en sommes arrivés là, pour ne pas revivre cette barbarie et rester en éveil contre ce mal qui rampe et ne dit jamais son nom.

Elles et ils sont l'honneur de la France, l'expression de ses valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de Solidarité.

L'association des amis du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, en partenariat avec le Département du Cher, sa direction des archives départementales et du patrimoine, la Ville de Bourges, l'ANACR vous invite à rendre hommage à ses combattants de la Liberté en visitant les lieux de leurs combats, parfois de leur martyre.

Jean-Claude SANDRIER

Président de l'association
des Amis du musée de la Résistance
et de la Déportation du Cher

➤ REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- 3 septembre 1939 : suite à l'invasion de la Pologne, le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.
- 18 juin 1940 : après l'annonce radiophonique du 17 juin de Pétain, nouveau chef du gouvernement, demandant l'armistice, le général de Gaulle depuis Londres appelle à la poursuite du combat.
- 22 juin 1940 : signature dans la clairière de Rethondes de la convention franco-allemande d'armistice.
- 10 juillet 1940 : Philippe Pétain obtient les pleins pouvoirs à Vichy et prend le titre de chef de l'État français.
- 24 octobre 1940 : Pétain et Hitler définissent à Montoire les principes d'une politique de collaboration.
- 22 juin 1941 : la Wehrmacht attaque l'Union soviétique.
- 8 décembre 1941 : entrée en guerre des États-Unis, le lendemain de l'attaque japonaise contre Pearl Harbor.
- 4 septembre 1942 : instauration du STO (Service du travail obligatoire, en Allemagne).
- 8 novembre 1942 : opération Torch, débarquement américain en Afrique du Nord.
- 11 novembre 1942 : la Wehrmacht pénètre dans la zone non-occupée.
- 2 février 1943 : capitulation de l'armée allemande à Stalingrad.
- 16 février 1943 : deuxième loi sur le STO, apparition des premiers maquis.
- 27 mai 1943 : première réunion à Paris sous l'égide de Jean Moulin du Conseil national de la Résistance. Création de la France combattante.
- 4 octobre 1943 : libération totale de la Corse de l'occupant italo-allemand (1^{er} département français libéré).
- 15 mars 1944 : adoption du programme du Conseil national de la Résistance.
- 6 juin 1944 : débarquement des Alliés en Normandie.
- 15 août 1944 : débarquement franco-américain sur les côtes de Provence.
- 24 août 1944 : la 2^e division blindée du général Leclerc libère Paris insurgée.
- 23 novembre 1944 : libération de Strasbourg par la 2^e division blindée.
- 8 mai 1945 : capitulation de l'Allemagne nazie.

CHAPITRE

1 L'ENTRÉE EN GUERRE

➤ LA SITUATION INTERNATIONALE EN 1939

La Seconde Guerre mondiale s'explique d'abord par le projet théorisé par Hitler dans *Mein Kampf* (1925-1926) et véhiculé lors des campagnes électorales qui le portent au pouvoir, début 1933. Hitler veut en premier lieu l'abolition du Traité de Versailles, perçu comme une humiliation. Plus encore, l'idéologie nazie est construite sur une conception raciste du monde : les Allemands constitueraient une race supérieure (les Aryens), destinée à triompher des races inférieures, au premier rang desquelles les Juifs. Cette ambition se double de la volonté de garantir aux Allemands un espace vital (*Lebensraum*), à l'est, indispensable à leur prospérité et leur survie.

Dès son arrivée au pouvoir, Hitler lance une politique de réarmement, tout en cherchant à réunir les populations de souche germanique (rattachement de la Sarre en 1935, annexion de l'Autriche en 1938). En septembre 1938 à Munich, la France et le Royaume-Uni acceptent de céder la région tchécoslovaque des Sudètes à l'Allemagne, espérant préserver la paix en Europe.

De même, l'Allemagne a conclu en 1936 des alliances avec l'Italie fasciste et le Japon. Dans la nuit du 23 au 24 août 1939, Allemagne et URSS annoncent avoir signé un pacte de non-agression. Le 1^{er} septembre 1939, Hitler peut lancer son armée à l'assaut de la Pologne, sans craindre de réaction soviétique.

Le pacte de non-agression selon Churchill

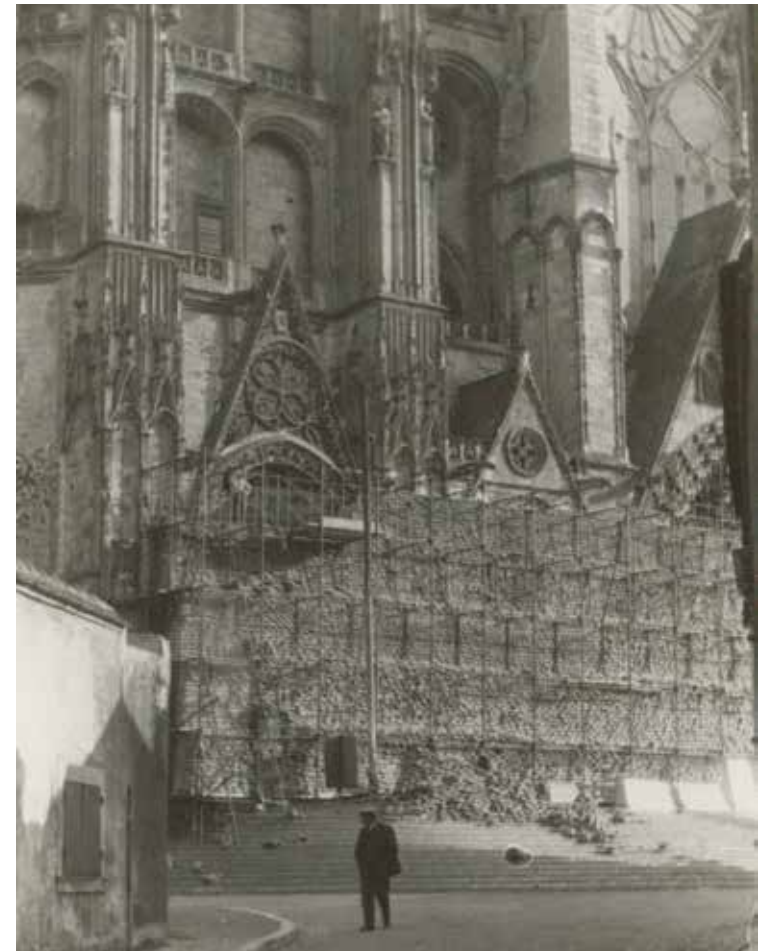
« Cet accord marque la faillite de la politique étrangère suivie depuis des années par l'Angleterre et par la France... L'URSS devait gagner du temps, elle n'ignorait pas, comme l'Allemagne qu'il s'agissait d'un expédient temporaire car il existait entre eux un antagonisme mortel ».
Winston Churchill, Mémoires



« UNE » DU JOURNAL PARIS-CENTRE DU 4 SEPTEMBRE 1939. AD DU CHER, 188 PER 29

Deux jours après l'invasion de la Pologne, le Royaume-Uni puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939. Depuis le 23 août, les Berruyers ont commencé à être mobilisés. L'ambiance est alors à la résignation. À Bourges se mettent en ordre de marche le 53^e régiment régional, le 95^e régiment d'infanterie, le 105^e régiment d'artillerie lourde. L'école Auron sert de point de rassemblement pour le 58^e bataillon de chasseurs motorisés, qui part dès le 1^{er} septembre pour le front.

En 1939, Bourges est une ville d'environ 50 000 habitants, dont la vocation industrielle s'est affirmée depuis le milieu du XIX^e siècle, notamment dans le domaine militaire. En plus des établissements militaires et de l'usine d'aviation de la SNCAC (Société nationale des constructions aéronautiques du Centre), plusieurs établissements sont concernés par la mobilisation industrielle menée par le ministère de l'Armement. Bourges, considérée comme un « site sensible », reçoit la protection d'un groupe du 404^e régiment de DCA (Défense contre l'aviation), qui dispose ses canons dans et autour de la cité.



SACS DE SABLE DISPOSÉS DEVANT LES PORTAUX OCCIDENTAUX DE LA CATHÉDRALE DE BOURGES EN 1939. AD DU CHER, 20 F1

La crainte d'une attaque aérienne est dans tous les esprits. À Bourges comme ailleurs, la population a été effrayée par le bombardement de Guernica, en Espagne, en avril 1937. Pour cette raison, les autorités imposent des mesures de défense passive : aménagement d'abris dans les caves, creusement de tranchées dans les jardins publics, limitation de l'éclairage nocturne, distribution de masques à gaz, mais aussi protection des portails de la cathédrale par des murs de sacs de sable.

> LA « DRÔLE DE GUERRE » ET L'OFFENSIVE DE MAI 1940

Dans le même temps, les Berruyers suivent l'évolution du conflit. Bien que la guerre ait été déclarée et les troupes mobilisées, aucun combat significatif n'a lieu durant l'automne et l'hiver 1939-1940. Pendant cette « drôle de guerre », les journaux évoquent quelques « activités de patrouilles » et escarmouches sur la ligne de front, qui court le long de la frontière franco-allemande.

Tout change brutalement le 10 mai 1940, quand Hitler lance l'assaut contre les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Les premiers effets de cette offensive se manifestent dans le Cher par des bombardements aériens. Bourges vit le premier le 11 mai, suivi d'autres les jours suivants, non sans que la DCA et la chasse française ne fassent subir des pertes aux avions allemands. Le 5 juin, un raid vise l'aérodrome de Bourges et le quartier alentour, provoquant d'importants dégâts et surtout la mort de 14 personnes.

Marcel Haegelen

Né le 13 septembre 1896, Marcel Haegelen est déjà un « as » de l'aviation française lorsqu'il devient chef-pilote chez le constructeur Hanriot, pour sa nouvelle usine de Bourges, en 1921. En 1940, il prend le commandement de l'escadrille de Curtiss H-75 de défense de l'usine (DAT) avec des pilotes polonais. Ensemble, ils mènent une vingtaine de missions de guerre. Haegelen obtient sa 23^e victoire sur un Heinkel 111. Il entre dans la Résistance dès le début de l'Occupation. Sa position de pilote d'essai des avions allemands fabriqués à Bourges constitue une couverture idéale pour ses activités clandestines. Membre du réseau Roy, il participe, en contact avec le capitaine de La Pérelle, agent des services secrets britanniques, à des missions de renseignement. Ces informations permettront aux Américains de mener le premier bombardement

précis du terrain de Bourges en 1944. Son rôle est découvert par les Allemands, qui l'arrêtent le 15 mars 1943. Il est mis au secret à la prison du Bordiot, la maison d'arrêt de Bourges qui surplombe la gare, puis transféré à celle de Fresnes. Paris et Bourges libérés, il rejoint en septembre 1944 l'armée de l'Air ; il est promu colonel quelques mois plus tard.



MARCEL HAEGELEN EN 1945.
AD DU CHER, 11 J

À partir de la seconde quinzaine de mai, les Berrichons sont confrontés à l'afflux d'une première vague de réfugiés, qui fuient devant l'avancée des troupes allemandes. Le 18 mai au soir, un train de 3 000 Belges s'arrête à Vierzon.

Arrive ensuite la deuxième vague de l'exode, il s'agit de populations du nord et de l'est de la France qui cherchent à fuir vers le sud. La situation empire à partir du 5 juin, alors que le front s'effondre puis que Paris est déclarée ville ouverte, le 11 juin. Ainsi, à Vierzon comme à Bourges, des dizaines de milliers de personnes défilent tous les jours dans des conditions effroyables.



Témoignage
de José Florez



RÉFUGIÉS REGROUPÉS PRÈS DE SAINT-DOULCHARD, LE LONG DE LA VOIE FERRÉE BOURGES-VIERZON, EN JUIN 1940. AD DU CHER, 26 Fi

Vers le 15 juin, les colonnes de réfugiés qui traversent le Cher sont grossies par les militaires en débâcle. Le général Weygand avait ordonné le repli au sud de la Loire afin de retarder l'avancée allemande. Les Berryers observent « *cette foule sans armes, sauf quelques rares unités d'active ou de réserve encore constituées se dirigeant vers la Loire, mêlées au torrent des réfugiés (...).* (Ce n'était plus une retraite, c'était plus qu'une débâcle, c'était un désastre... » (Edmond Jongleux)

L'offensive aérienne allemande se poursuit et accompagne la progression des troupes au sol, qui entrent dans le Cher le 17 juin. Les attaques des chasseurs-bombardiers allemands sèment la terreur et la mort sur les routes encombrées de civils et de militaires.

➤ BOURGES, VILLE OUVERTE

Les hésitations à propos de la défense de la ville sont une bonne illustration de l'ambiance de totale déliquescence qui régnait. Tandis que le général Besson, commandant du groupe des armées du Centre, obtient du gouvernement l'autorisation de défendre la ville afin de gagner du temps et regrouper ses unités, le maire Henri Laudier téléphone le 18 juin au ministre de l'Intérieur, afin qu'il confirme la mesure déclarant « villes ouvertes » celles de plus de 20 000 habitants. Le 19 vers 16 h 30, les premiers éléments motorisés allemands entrent dans Bourges sans opposition, depuis la route de La Charité. Seul un tirailleur sénégalais posté près du cimetière

Saint-Lazare fait feu sur un camion allemand avant d'être abattu. Cependant, à Plaimpied, les « diables bleus » du 5^e bataillon de chasseurs portés infligent de sérieuses pertes à un détachement allemand qui tentait d'entrer à Bourges par le sud, avant de se replier ensuite vers Trouy.

Les combats s'achèvent dans le Cher le soir du 20 juin, les troupes allemandes poursuivant leur avancée vers le sud.



AVIONS FRANÇAIS SABOTÉS SUR L'AÉRODROME DE BOURGES EN JUIN 1940. AD DU CHER, 26 Fi

L'armistice du 22 juin 1940 et la fin de la III^e République

Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain, qui vient d'être nommé président du Conseil par le président de la République Albert Lebrun, prononce un discours radiodiffusé dans lequel il annonce aux Français qu'il demande un armistice. Cinq jours plus tard, celui-ci est signé à Rethondes. Le 10 juillet 1940, le gouvernement réunit à Vichy 669 parlementaires afin de leur faire voter les pleins pouvoirs ; 569 d'entre eux acceptent de mettre fin à la République, 80 votent contre et 20 s'abstiennent. Le vote a lieu en l'absence de nombreux députés et sénateurs, dont les communistes arrêtés pour la plupart et déchus de leur mandat après la signature du pacte germano-soviétique.

Dans le Cher comme ailleurs, l'armistice est accueilli avec soulagement par une majorité de la population, qui fait confiance au maréchal Pétain. Quatre des sept parlementaires du Cher accordent les pleins pouvoirs à Pétain. Le député communiste Gaston Cornavin, emprisonné et le socialiste Robert Lazurick, embarqué avec 26 parlementaires pour l'Afrique du Nord, ne peuvent participer au vote. Marcel Plaisant, sénateur radical-socialiste, fait partie des 80 parlementaires qui ont fait le choix de s'y opposer. Il déclare à ce sujet en 1951 : « *Nous nous étions dressés contre la dictature alors que la France voulait un homme, et contre l'armistice, refuge des faibles. Cet armistice nous le réprouvions de toutes nos forces.* ». Cette voix de refus est incarnée désormais à Londres par le général de Gaulle, qui appelle le 18 juin les Français à poursuivre la lutte.

Marcel Plaisant

Né à Bourges, le 8 mars 1887, fils d'un magistrat de la cour d'appel, Marcel Plaisant, après des études de droit, devient avocat spécialisé dans les questions de droit international. Ancien combattant de la Première Guerre mondiale, il est élu député du Cher (radical-socialiste) en 1919, puis sénateur à partir de 1929.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, Marcel Plaisant est le seul parlementaire du Cher présent à refuser de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et refuse le renoncement que constitue l'armistice.

En décembre 1940, il prend contact, à Lyon, avec les premiers milieux résistants, et participe notamment à la création d'un groupe des parlementaires de la Résistance. Par ailleurs, il organise des réunions clandestines dans sa propriété de Boubard, à Ignol, et dès octobre 1943, il est contacté par le Comité français de libération nationale (CFLN) à Alger, pour former un futur Comité départemental de Libération (CDL). Il propose Gustave Sarrien, fonctionnaire et maire de Cerdon (Loiret) révoqué par Vichy, comme préfet du Cher à la Libération.

Au début de l'année 1944, il rallie les différents mouvements à la mise en place du CDL et adhère en avril au Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France. Mais, la police allemande découvre ses activités et il est arrêté à Paris le 15 juin 1944, incarcéré à Fresnes, Orléans, puis Bourges. Le 27 juillet 1944, il subit une longue séance de tortures, par Paoli. Marcel Plaisant ne parle pas.

Le 17 août 1944, il est libéré, ainsi que d'autres résistants, et renoue les contacts avec la Résistance. Le 7 septembre 1944, dans Bourges libéré, il préside le CDL, annonce le rétablissement de la République.

LE SÉNATEUR MARCEL PLAISANT. AD DU CHER, 11 J

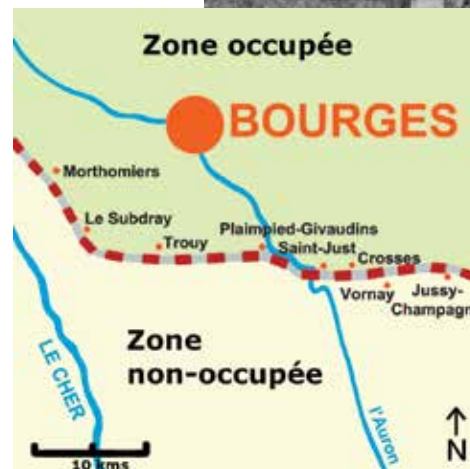


CHAPITRE

2 1940-1941: SOUS LE JOUG, LUTTER MALGRÉ TOUT

➤ LES DÉBUTS DE L'OCCUPATION

L'armistice du 22 juin 1940 acte la division du pays en deux zones, l'une occupée au nord, l'autre dite « libre » au sud. A partir du 12 juillet 1940 et jusqu'en mars 1943, cette frontière scinde le département du Cher en deux : deux tiers des habitants vivent en zone occupée. Le sud, en « zone libre », est régi par la sous-préfecture de Saint-Amand-Montrond. Bourges est ainsi placée sous le contrôle de l'armée allemande.



CARTE DE LA LIGNE DE DÉMARICATION
DANS LE SECTEUR DE BOURGES ET PHOTOGRAPHIE
DU POSTE DE CONTRÔLE ALLEMAND AU SUBDRAY.
DADP 18 ET FONDS MRDC

L'administration d'occupation est très présente à Bourges, chef-lieu du Cher, d'autant plus que la ligne de démarcation passe au sud de la ville. Une *Feldkommandantur*, unité de commandement militaire à l'échelle du département, s'installe, d'abord dans l'actuelle maison du Tourisme place Étienne-Dolet (photo), puis 68 avenue Jean-Jaurès et enfin 40 rue Moyenne. Bourges abrite aussi une *Standortskommandantur* qui administre la localité.

Ces entités allemandes organisent la vie des troupes, contrôlent la circulation, la discipline dans les rues et détiennent en exclusivité les pouvoirs de répression jusqu'en 1942. D'autres services sont chargés des affaires courantes de l'occupant, telle la *Feldpost*, réservée aux armées allemandes et située 38 boulevard de Chanzy, ou la *Feldgendarmérie* (police militaire) cantonnée 5 rue Calvin.



Témoignage de
Guy Lesimple et de Serge Noizat



STANDORTKOMMANDANTUR,
SUR L'ACTUELLE PLACE ETIENNE DOLET.
FONDS MRDC

Pour loger les officiers et les troupes sont réquisitionnés hôtels et casernes ; la caserne de Lariboisière est d'ailleurs rebaptisée « Adolf-Hitler ». La *Lufwaffe*, après avoir bombardé l'aéroport en mai 1940, s'installe dans la cité-jardins, obligeant au relogement de 300 familles. Elle utilisera l'aéroport de Bourges comme base pour les bombardiers qui pilonnent l'Angleterre.

L'ordre d'évacuation des établissements militaires est donné en juin 1940 et les installations sont en majorité détruites. La production durant la guerre se réduit par conséquent à des munitions et explosifs.

➤ UNE VIE QUOTIDIENNE RÉGLEMENTÉE

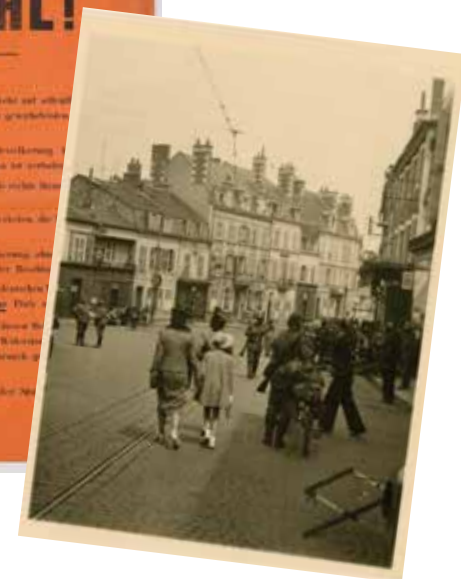
L'occupation affecte les Berryers dans chaque aspect de leur vie quotidienne. La ligne de démarcation devient une frontière hermétique, aux flux humains comme aux échanges commerciaux et au trafic postal. Le passage entre les deux zones n'est possible à la population que sur présentation d'un *Ausweis* (laissez-passer), délivré seulement aux écoliers et aux frontaliers participant à l'économie du pays (agriculteurs, industriels, marchands).

L'économie en zone occupée est entièrement régie par l'autorité allemande, qui fixe les horaires des magasins, le prix des denrées... Ces mesures sont d'autant plus durement

➤ UNE VIE QUOTIDIENNE RÉGLEMENTÉE



AFFICHE ALLEMANDE PLACARDÉE ET PHOTOGRAPHIE DE LA PLACE MURPIED, À BOURGES EN JUIN 1940. AD DU CHER, 26 F1



ressenties qu'elles sont appliquées par les services municipaux français. D'autre part, les habitants sont lourdement touchés par les réquisitions, qui concernent tout ce qui contribue à l'effort de guerre allemand : produits alimentaires, véhicules, carburant, chevaux...

Les Berryers ne peuvent plus circuler comme ils l'entendent car un couvre-feu est instauré de 21 h à 5 h. En outre, seuls les véhicules destinés au rapatriement de réfugiés ou au ravitaillement sont autorisés. Autres dispositions mal vécues, les Français doivent céder le passage aux soldats allemands sur les trottoirs et les horloges sont avancées d'une heure pour indiquer l'heure allemande.

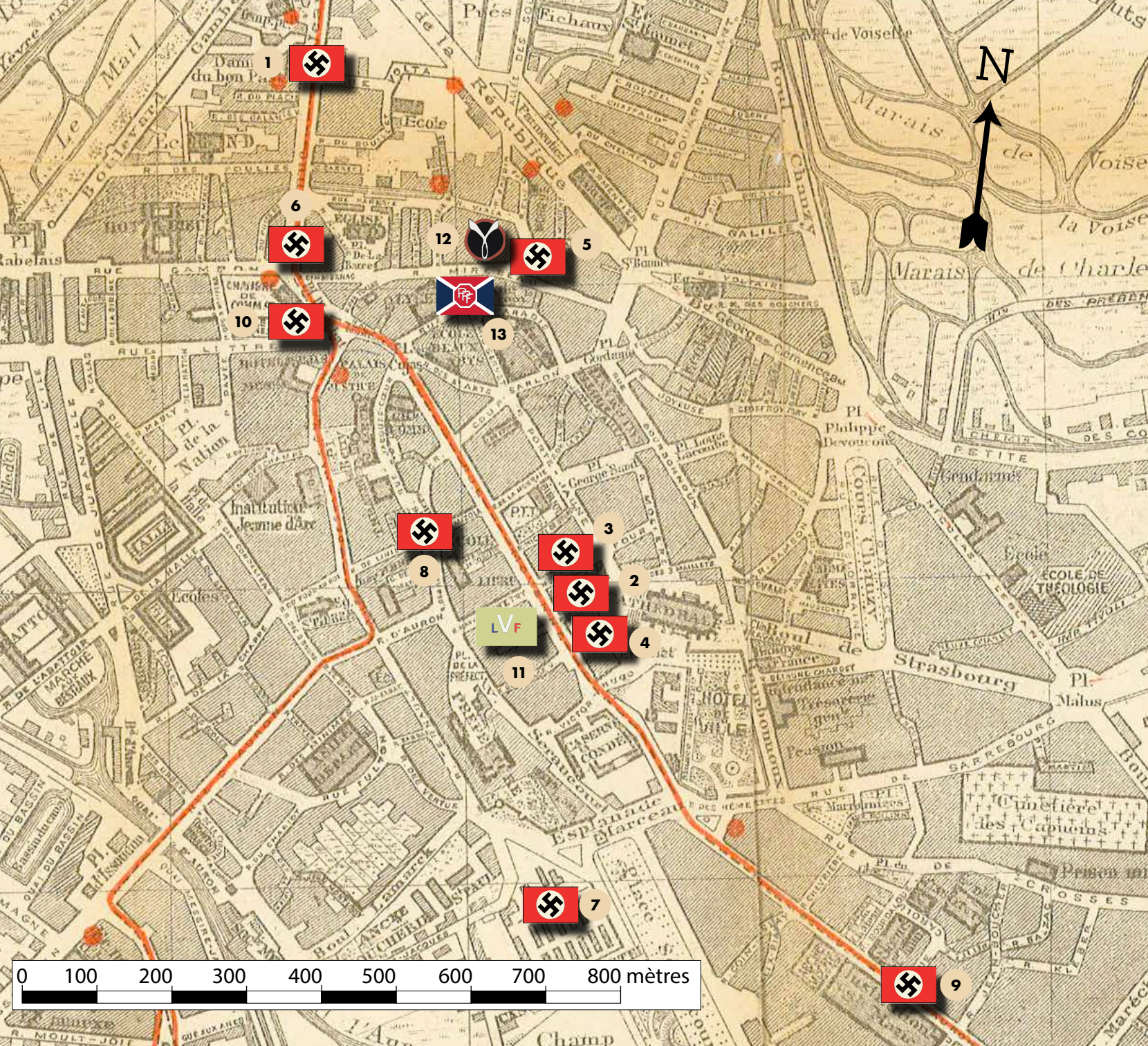
Les manifestations publiques, les bals, la chasse et la pêche sont interdits. La censure phagocyte la presse et les arts, qui ne peuvent rien diffuser sans l'accord préalable de la *Propagandastaffel*, dépendant du ministre de la Propagande du Reich, Joseph Goebbels. Certains établissements prennent des noms allemands, tels le théâtre Jacques-Cœur qui devient le *Stadttheater* ou le cinéma du Grand Palais rebaptisé *Soldatenkino*. Occupants et occupés ne se mélangent pas au théâtre ou au cinéma. Malgré ces restrictions, une offre culturelle variée se développe, qui glorifie le Reich par les arts.

Principaux services allemands à Bourges

- 1 - Feldkommandantur 668 (jusqu'en juillet 1942)
- 2 - Feldkommandantur 776 (juillet 1942 - août 1944)
- 3 - Sicherheitsdienst (SD ou Gestapo)
- 4 - Ortskommandantur
- 5 - Feldgendarmarie (jusqu'en mai 1944)
- 6 - Propagandastaffel
- 7 - Caserne Vieil-Castel
- 8 - Stadttheater
- 9 - Soldatenheim
- 10 - Office de placement allemand

Organismes de collaboration

- 11 - Bureau de recrutement de la Légion des Volontaires Français
- 12 - Milice française (à partir de mai 1944)
- 13 - Parti populaire français



Rationnement et marché noir

Rien que durant la première année d'occupation, 40 % de la production industrielle et 20 % de la production agricole françaises partent en Allemagne (dont 58 millions d'œufs !). Ces chiffres ne cesseront d'augmenter. La ligne de démarcation empêche les producteurs du sud du département de fournir les marchés du nord.

La population est donc confrontée à de graves problèmes de ravitaillement, qui entraînent dès octobre 1940 la mise en place de tickets de rationnement. Ceux-ci, établis en fonction de critères d'âge et de pénibilité du travail (350 g de pain par jour, 300 g de fromage par semaine, 500 g de pâtes par mois), sont distribués par le service de la carte d'alimentation, rue des Arènes. Ce rationnement équivaut environ à 1 500 calories par jour, contre 2 500 à 3 000 en temps normal. La garderie municipale de Bourges, qui accueille 850 enfants en 1941, ne peut donner que 75 g de pain et un morceau de sucre par jour à chacun. Cette situation conduit à l'apparition de trois systèmes parallèles : le marché noir motivé par l'argent, le marché gris uniquement alimentaire, le marché brun destiné aux troupes d'occupation.



CARNET ET TICKETS
DE RATIONNEMENT.
COLLECTION MRDC

LA COLLABORATION

Le 10 juillet 1940 est proclamé le régime dit de Vichy, sous l'autorité du maréchal Pétain. Ce dernier met fin à la République et instaure un régime autoritaire fondé sur le travail, la famille et la patrie. Dès l'été 1940, il prône un nationalisme xénophobe, raciste et antisémite, attribuant la responsabilité de la défaite à la démocratie parlementaire. La propagande instaure un culte au chef de l'État, érigé en sauveur de la France. Ce gouvernement définit ses deux principes fondamentaux : la révolution nationale, destinée à régénérer le pays et la collaboration, qui doit réserver à la France une place de choix dans une Europe dominée désormais par l'Allemagne.



PAGE EXTRAITE DU LA BROCHURE DE PROPAGANDE « LE TRAVAIL DU MARÉCHAL », S.D., AD DU CHER, J 1143

La rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire-sur-le-Loir instaure une véritable politique de collaboration. Au niveau des administrations, elle s'appuie sur les préfetures, dont les pouvoirs sont étendus et sur un nouveau maillage de services, acquis au régime. Dans le domaine culturel, la collaboration est institutionnalisée ; des échanges réunissent artistes français et allemands, musiciens, plasticiens, gens du cinéma... Par ailleurs, des accords commerciaux sont signés avec le III^e Reich. Cette collaboration ne tarde pas à couvrir le domaine de la répression, mettant à disposition magistrats et forces de police au service des nazis pour la traque des opposants et l'arrestation des Juifs de France.

Les prisonniers de guerre

1 850 000 soldats français sont capturés lors de l'offensive du printemps 1940, dont quelque 10 000 originaires du Cher. Ils rejoignent pour la plupart des camps aménagés pour eux en Allemagne. Ceux qui n'ont pu s'évader ou bénéficier d'une libération anticipée sont détenus durant cinq ans, dans des conditions souvent très dures. L'absence prolongée de ces hommes a d'énormes conséquences, sur la vie tant quotidienne qu'économique du pays.

Le Cher ne possède pas de camp de prisonniers, mais une antenne du Frontstalag 151 de Montargis, dans la caserne Carnot à Bourges. Elle accueille les soldats du 53^e Régiment régional de protection puis, à partir de 1941, les troupes coloniales.

Ces prisonniers servent de main-d'œuvre dans l'agriculture et l'industrie.

Très tôt, des comités locaux d'aide aux prisonniers sont créés, chargés d'envoyer des colis et de récolter des fonds. Dès septembre 1940, un projet est imaginé par le gouvernement français, permettant de fournir la main-d'œuvre réclamée par l'occupant tout en libérant des prisonniers. Cette « relève », fondée sur le volontariat, voit le jour en 1942 mais connaît peu de succès (une centaine de départs dans le Cher).

Les prisonniers rapatriés, affaiblis, rejoignent des centres d'accueil temporaires. L'un de ceux-ci est aménagé en juillet 1941 boulevard Lamarck.

LES PIONNIERS DE LA RÉSISTANCE

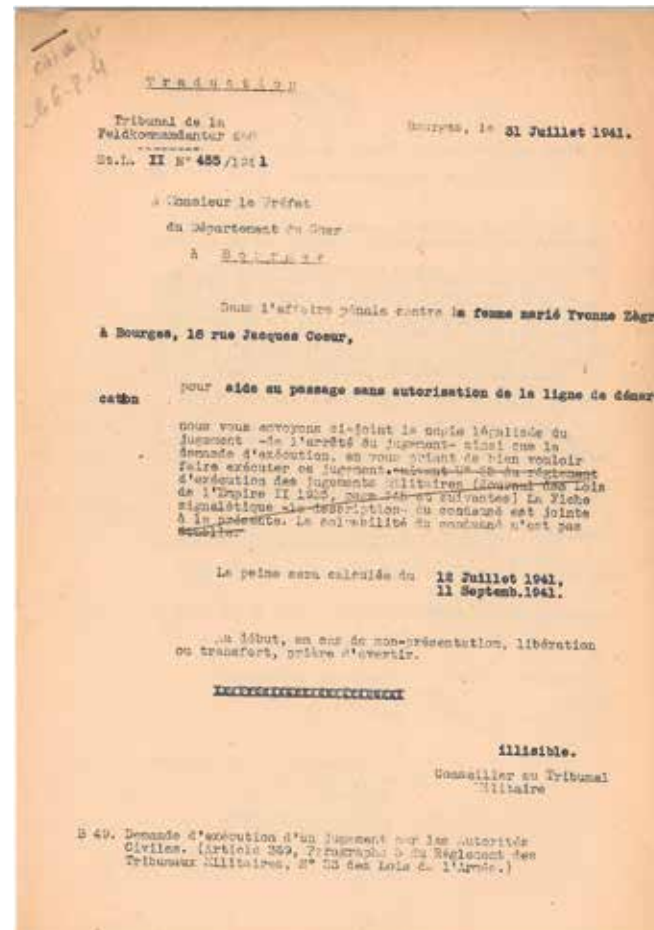


PHOTOGRAPHIE DES GRAFFITIS RÉALISÉS AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1941. AD DU CHER, 1 W

L'acte de résistance le plus notable dans le département consiste alors à faire franchir à des clandestins la ligne de démarcation, en particulier là où elle coupe une localité en deux comme à Trouy. Les copies des jugements transmises par les Allemands au préfet du Cher recensent, de 1940 à 1941, 200 cas de traversées illégales dans le département. Aux initiatives individuelles et spontanées, comme celles du personnel de la scierie Desroches à Saint-Just, succèdent bientôt des actions coordonnées et organisées. Jean Rossi, directeur de l'orphelinat de la police d'Osmoy, met sur pied

Les premiers faits de résistance prennent la forme d'actions individuelles contre l'occupant : coupures de lignes téléphoniques, actes de désobéissance civile, offenses à l'armée allemande. Afin de contrer la propagande officielle et appeler la population à poursuivre la lutte, les premiers tracts et journaux clandestins sont réalisés et distribués au cours du second semestre 1940.

une filière de passage clandestin depuis Paris, avec la complicité de fonctionnaires et gendarmes de Bourges. Il est aidé par Bourgoin, exploitant forestier à Plaimpied et créateur du sous-réseau de la France au combat, « Les hommes libres ». Ils utilisent plusieurs points de passage au sud de Bourges, dont le bois Faitin à Plaimpied, où opère Marcel Jusserand, garde-chasse et passeur. Ce dernier est arrêté et déporté le 7 février 1942. Plusieurs dizaines de passeurs du Cher sont décorés de la médaille de la reconnaissance française après-guerre ; des communes telles que Trouy ou Sainte-Thorette ont reçu au même titre la Croix de guerre.



COMTE-RENDU DE JUGEMENT DU TRIBUNAL MILITAIRE ALLEMAND DE BOURGES DU 31 JUILLET 1941 CONDAMNANT YVONNE ZÈGRE POUR AIDE AU PASSAGE ILLÉGAL DE LA LIGNE DE DÉMARCATIION. AD DU CHER, 1 W 359

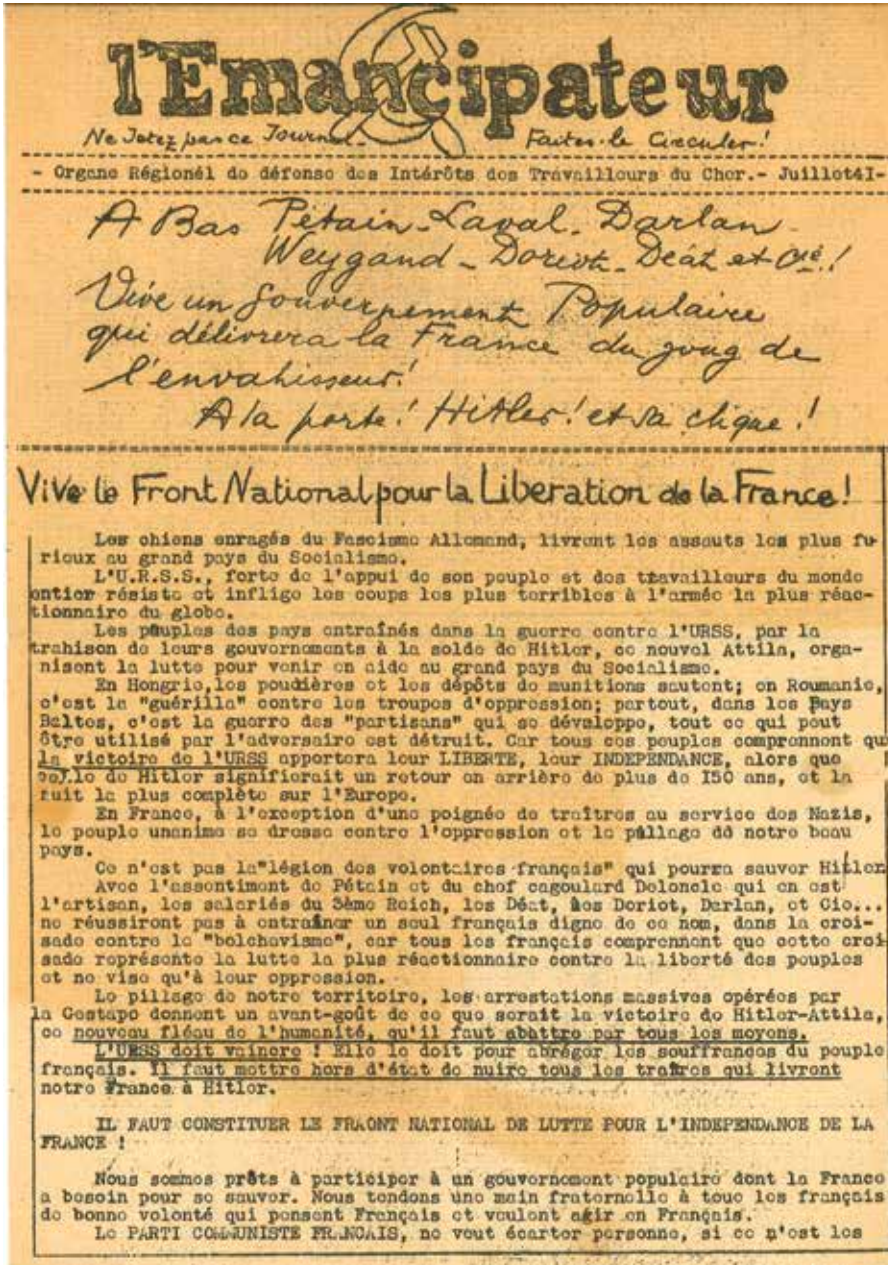
Dès le début de l'Occupation, des civils prennent ainsi d'énormes risques pour aider des prisonniers de guerre évadés, cacher des clandestins et des familles juives. Le phénomène prend une toute autre ampleur à partir de 1942, du fait de l'instauration du travail forcé, du renforcement des lois antijuives, de la suppression de la « zone non-occupée ».

3 1941-1942 : LA RÉSISTANCE S'AFFIRME ET SE DIVERSIFIE

➤ LA LUTTE CLANDESTINE DES COMMUNISTES

Dans un environnement hostile, les pionniers de la résistance subissent une répression à laquelle peu échappent. Néanmoins, au fil des jours, ils tissent des liens dans la clandestinité, constituent ou reconstituent groupes et organisations. Dès 1939, les militants communistes de Bourges agissent dans la clandestinité. En 1941, ils se structurent autour de figures telles Zélia Duchêne, Marcel et René Cherrier. Cherchant à rallier les ouvriers, le Parti communiste français (PCF) clandestin et ses militants résistants orientent leur combat contre le gouvernement de Vichy et la collaboration avec l'occupant, tout en poursuivant les actions revendicatives sur les lieux de travail. En février 1941, René Cherrier et huit de ses camarades sont arrêtés suite à un collage massif de papillons rue Moyenne. Le 1^{er} mai 1941 une grève est déclenchée à Port Sec. Il est écrit sur les murs : « Libérez la France ! À la porte les boches ».

L'invasion de l'URSS clarifie la situation : pour beaucoup la lutte pour la libération devient prioritaire. Fichés par la police de Vichy, plusieurs militants berruyers tels que René Cherrier, Albert Kayser (secrétaire départemental de la CGT), Joseph Germain, Isidore Thiais, Roger Rivet et Louis Buvat sont rafés à partir du 22 juin 1941, emprisonnés au Bordiot, puis internés à Compiègne-Royallieu, avant d'être déportés à Auschwitz en juillet 1942.



« UNE » DU JOURNAL CLANDESTIN L'ÉMANCIPATEUR, JUILLET 1941. AD DU CHER, 1 W 70

Avec la création, à l'initiative de l'internationale communiste, du mouvement Front national de lutte pour l'indépendance de la France en mai 1941, les communistes prennent des contacts avec des patriotes d'horizons divers, tels que le sénateur radical-socialiste Marcel Plaisant ou l'abbé astronome Moreux. Ils élargissent la diffusion des tracts et journaux clandestins, comme *Le patriote berrichon*, lancé notamment par André Laloue, responsable du mouvement en Cher Nord.



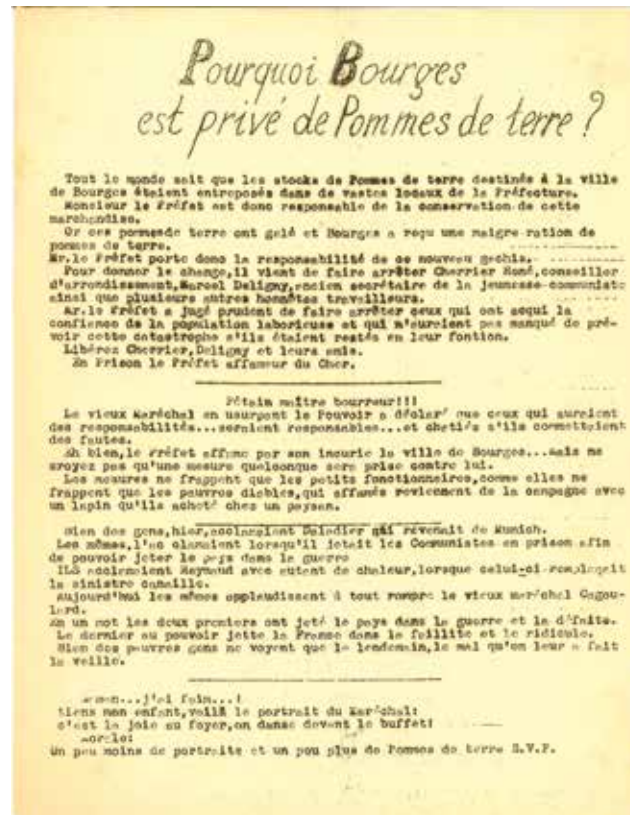
MARCEL CHERRIER. FONDS MRDC

Marcel Cherrier

Ouvrier aux Établissements militaires de Bourges, Marcel Cherrier est né le 3 novembre 1901 à Bourges. Militant actif du PCF dès 1923, il exerce rapidement des responsabilités syndicales au sein de la CGT du Cher. Démobilisé fin août 1940, il retrouve à Bourges son frère René et un groupe de militants du PCF et participe à l'édition de feuilles clandestines comme *L'Émancipateur*, ainsi qu'à la diffusion de tracts à l'entrée des usines. Identifié comme un des chefs de la résistance communiste, il échappe le 22 juin 1941 aux Allemands venus l'arrêter et entre en

clandestinité. Sous l'alias d'Abel, il sillonne le département pour organiser les premiers groupes de Francs-tireurs et partisans français (FTP). Après son frère René en 1941, son épouse Lucienne est arrêtée le 26 novembre 1943, effroyablement torturée par le SS français Paoli et déportée en Allemagne.

Fin 1943, Marcel Cherrier devient responsable de la région FTP R5 comprenant Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Cher et Nièvre. Au printemps 1944, il est présent dans le Cher pour préparer la Libération. Sous son impulsion, les communistes jouent un rôle actif pour développer le Front national de lutte pour la libération de la France et les Milices patriotiques. À la Libération, il assure la vice-présidence puis la présidence du Comité départemental de Libération, après le départ de Marcel Plaisant. Il est par ailleurs élu conseiller municipal de Bourges et député du Cher à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée nationale.



TRACT ÉDITÉ PAR LE MOUVEMENT FRONT NATIONAL EN 1941. AD DU CHER, 1 W 70

À Bourges, le 20 septembre 1942, des tracts sont distribués à la SNCAC, à la barbe des contremaîtres allemands, appelant à la lutte contre l'occupant. Les diffuseurs sont arrêtés, jugés par le tribunal militaire et déportés. Cette répression n'empêche pas des ouvriers de l'usine de ralentir ou saboter la production de guerre, dès qu'ils le peuvent. Le 11 novembre 1942, trois minutes de silence sont observées par le personnel, à la grande fureur des Allemands, arrêtant les employés suspectés d'avoir orchestré cette manifestation patriotique, comme Yvonne Auroy, déportée quelques mois plus tard à Ravensbrück.

À l'automne 1941, plusieurs de ces patriotes camouflent des armes ou rejoignent la lutte armée, au sein des premiers groupes de l'Organisation spéciale (OS), précurseurs des Francs-tireurs et partisans français (FTP). Des militants travaillant à l'École centrale de Pyrotechnie, dont Guy Lesimple, sont à l'origine de l'OS à Bourges. Ils récupèrent du matériel et des explosifs utiles à des actions de sabotage ; ils font par exemple exploser une bombe rue Mirebeau, au siège du Parti populaire français (PPF) collaborationniste, en mai 1943.



JANE BOITEAU. FONDS MRDC

Jane Boiteau

Jane Lafond est née le 15 avril 1901 à Asnières-les-Bourges dans une famille de petits paysans. En 1921, elle épouse Pierre Boiteau, ouvrier aux établissements militaires. Travaillant d'abord dans la confection, elle entre en 1928 à l'imprimerie ouvrière; adhère aussi à la CGTU et au parti communiste. De 1936 à 1938, elle participe aux activités du Comité de Bourges des femmes contre la guerre et le fascisme.

En 1940, en relation avec Zélia Duchesne, Jane Boiteau répartit des tracts et des journaux clandestins communistes auprès de divers contacts existant chez les gaziers, électriciens et cheminots. Elle vient également en aide aux familles d'emprisonnés politiques et devient sous, le pseudonyme « Renée », agent de liaison du Front national, accueillant à Asnières des responsables nationaux du mouvement, en liaison avec Marcel Cherrier.

En août 1942, tout en continuant à réaliser tracts et journaux, Jane Boiteau met en place, avec Georgette Sansoy à Sancerre, les Comités féminins du Front national dans le nord du Cher. Elles font signer des pétitions contre la vie chère et même contre les déportations. Mais le 23 novembre 1943, elle est arrêtée avec son mari à son domicile par Paoli et les agents de la Gestapo. Après douze jours de sévices et de tortures à Bourges, elle est transférée à Tours, puis Orléans et Compiègne. Déportée à Ravensbrück, puis dans le kommando de Leipzig, elle est libérée le 24 avril 1945. De retour à Bourges pour retrouver sa fille unique Madeleine, elle apprend la mort de son mari à Buchenwald en février 1944.

LES USINES D'ARMEMENT AU CŒUR DES ENJEUX



LES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES DE BOURGES. AD DU CHER, 6FI

Des chefs d'entreprises décident également d'agir. Au début de l'Occupation, Louis Billant, président des établissements qui portent son nom, veut en accord avec son directeur général Pierre Lebrun, fermer l'usine qui fabrique mortiers, obus et grenades à La Chapelle Saint-Ursin. Mais celle-ci représente un grand intérêt pour les Allemands, qui les obligent à produire pour les besoins du Reich. Billant et Lebrun facilitent le passage de clandestins sur la ligne de démarcation et embauchent de jeunes réfractaires au STO. Soupçonnés de freiner la production et de fournir des renseignements à la Résistance, ils sont arrêtés le 17 mai 1944 et incarcérés au Bordiot. Louis Billant meurt au camp de Compiègne-Royallieu; Pierre Lebrun est déporté au camp de Neuengamme, où il décède le 20 novembre 1944.



MAURICE THIAULT. AD DU CHER, 140 J

Des employés dans des administrations ou entreprises stratégiques, à même de fournir de précieux renseignements aux services secrets alliés sur les mouvements de troupes ennemies, sont recrutés comme agents par la Résistance. Souvent isolés, Henri Langlois (réseau Hector), Maurice Thiault (réseau Marc-France) et Zoé Dumonteil (réseau Hunter), entre autres, sont malgré leur discrétion identifiés et arrêtés à Bourges par les Allemands. Raymond Carlion, du réseau Jade-Fitzroy, est interpellé au poste de contrôle de la ligne de démarcation du Subdray le 2 juillet 1942, en possession de documents interdits.

LES POLITIQUES ANTISÉMITES

Si les usines d'armement et la proximité de la ligne de démarcation à Bourges entraînent une activité importante des réseaux de renseignements. La présence de cette frontière explique aussi l'arrivée croissante de Juifs, fuyant les rafles qui se multiplient en zone occupée à partir de juin 1941.

Depuis l'été 1940, les politiques antijuives stigmatisent les Israélites et les isolent du reste de la population. Tandis qu'en zone occupée l'accent est mis par les Allemands sur le recensement et la spoliation des biens juifs (aryanisation), le gouvernement de Vichy se focalise en zone non occupée sur l'exclusion professionnelle et l'internement des étrangers sémites. Ces politiques deviennent collaboratives et se renforcent en 1941. L'Allemagne nazie presse Vichy de créer le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), chargé d'appliquer sur tout le territoire français les directives allemandes et vichystes. En 1940 et 1941, plus de mille textes de persécution et spoliation sont édités, préalable à la mise en œuvre par les nazis de la « solution finale », qui vise l'arrestation, la déportation et l'assassinat de tous les Juifs d'Europe.



Après la mention « Juif » sur les titres d'identité, le 7 juin 1942, les autorités françaises mettent en pratique l'ordonnance allemande du 29 mai, rendant obligatoire le port de l'étoile jaune dans la zone occupée, donc à Bourges. Les Juifs ainsi repérables ne peuvent plus aller au café, au cinéma, au théâtre ou à la bibliothèque. Les jardins publics leur sont interdits. Ils n'ont même pas le droit d'avoir un poste radio ou un téléphone.

ÉTOILE JAUNE DONT LE PORT DEVIENT OBLIGATOIRE POUR LES JUIFS EN ZONE OCCUPÉE EN 1942. MRDC

À Bourges, Adolphe Veinberg, médecin juif d'origine roumaine naturalisé français, est chassé de son domicile berruyer, 11 rue Notre-Dame, le 15 juillet 1942 pour y installer le service de la propagande allemande. Passé en zone sud, il est caché avec son épouse par les Bauger, à Charenton-du-Cher.

Les arrestations se systématisent en zone occupée, notamment avec la grande rafle dite du Vel d'Hiv, effectuée par la police française à Paris les 16 et 17 juillet 1942. Plusieurs Juifs résidant à Bourges sont raflés, d'autres cherchent à franchir clandestinement la ligne de démarcation au sud de la ville. 52 sont arrêtés entre juillet 1941 et mars 1943. Internés au Bordiot ou à l'Hôtel-Dieu, avec les autres Juifs arrêtés dans la zone occupée du Cher, ils sont conduits pour la plupart dans les camps d'internement de Pithiviers ou Beaune-la-Rolande, avant d'être déportés à Auschwitz pour y être assassinés.

Face à cet antisémitisme d'État, la population est partagée : certains affichent leur

mépris à l'égard des Juifs, beaucoup paraissent indifférents mais d'autres par un signe, un mot, une aide discrète, manifestent leur empathie. L'obligation du port de l'étoile jaune et la rafle du Vel d'hiv contribuent à faire basculer l'opinion, comme l'écrit le préfet du Cher dans son rapport du 27 septembre 1942 : « la destruction des familles, la séparation des parents d'avec les enfants écoèrent les populations ».

Justes parmi les nations

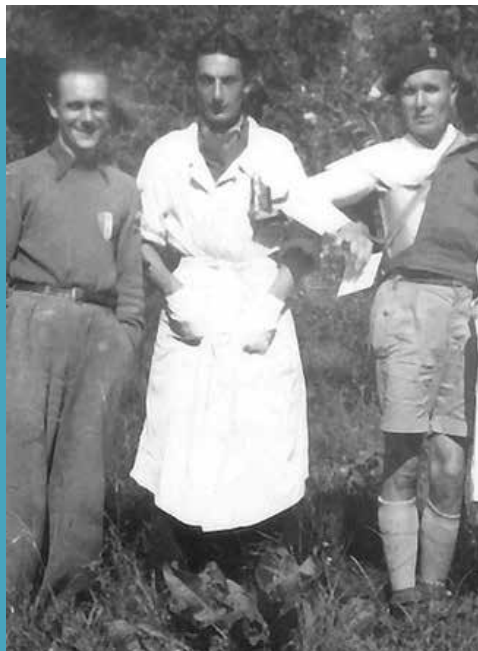
Plusieurs personnalités vont bien plus loin. Louise Labussière, mère supérieure de l'orphelinat des sœurs de la Charité de Bourges cache pendant l'Occupation la petite Madeleine Helman, enfant juive, sous le nom de Madeleine Huguet. Médecin psychiatre, Adelaïde Hautval est arrêtée en avril 1942 pour avoir traversé en infraction la ligne de démarcation. Elle est transférée au Bordiot, où elle proteste du sort d'une famille juive incarcérée avec elle. Refusant de se renier, elle est envoyée au camp de Pithiviers comme « amie des Juifs », puis déportée en 1943 à Auschwitz et Ravensbrück, d'où elle revient. En 1965 elle est reconnue, comme plus tard Louise Labussière, « Juste parmi les nations ». Dans ses mémoires, elle affirme : « Je suis convaincue que tous les événements terribles dans le monde débutent par de simples actes de lâcheté ».

PHOTOGRAPHIE D'ADÉLAÏDE HAUTVAL
ET ORDRE DE SON TRANSFERT VERS
LE CAMP DE PITHIVIERS,
LE 11 JUILLET 1942. DR
ET AD DU CHER, 1 W 164



LA RÉSISTANCE HUMANISTE ET CHRÉTIENNE

La Résistance diversifie ses moyens d'action également par l'engagement de chrétiens et d'humanistes, à l'instar du docteur Pierre Malgras, correspondant du journal clandestin *Témoignage chrétien*. De 1941 à 1944, beaucoup prennent des positions de plus en plus affirmées contre l'occupant et le gouvernement de Pétain, qui compte pourtant sur les milieux catholiques pour appuyer son programme politique.



LE DOCTEUR MALGRAS (AU CENTRE)
PHOTOGRAPHIÉ À L'HÔPITAL CLANDESTIN
DE PARASSY PENDANT L'ÉTÉ 1944.
AD DU CHER, 140 J

Pierre Malgras

Pierre Malgras est né à Bar-sur-Aube le 6 mai 1907. Ancien interne des hôpitaux de Paris, il vient s'installer à Bourges en 1938. Il s'associe au docteur Ravary pour diriger la clinique de l'avenue Eugène Brisson. Il devient sous l'Occupation correspondant clandestin de *Témoignage chrétien*, et

soigne dans sa clinique des blessés et des clandestins, mais aussi secrètement des aviateurs alliés dont les appareils sont abattus ou accidentés. Il a notamment recueilli dans sa clinique à Bourges le lieutenant Lacroix, gravement brûlé après l'accident d'atterrissage du Lysander le transportant le 11 février 1944. Sous le pseudonyme de « Akim », il est reconnu comme directeur du service de Santé de l'armée secrète dans le Cher et bénéficie de parachutages de médicaments et de matériel médical. Il est également à l'origine des hôpitaux clandestins de Parassy et Dun-sur-Auron (créés à partir de juin 1944) en tant que directeur du service de santé des FFI du Cher-Nord. Il devient en 1953 chirurgien-chef de l'hôtel-dieu de Bourges, et poursuit son engagement dans l'action humanitaire.



« UNE » DU JOURNAL CLANDESTIN COURRIER FRANÇAIS DU TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN. AD DU CHER, 1 W 73

Quelques hommes d'Églises se montrent aussi courageusement critiques. L'abbé Pierre Moreau, chargé en septembre 1940 de l'aumônerie du camp de prisonniers de guerre des Bigarelles, contribue à l'évasion de certains d'entre eux. Il est arrêté le 22 juin 1942, transféré au Bordiot puis à Fresnes. Condamné à mort le 12 décembre 1942, il échappe au peloton d'exécution grâce à l'intervention du cardinal Suchard, archevêque de Paris. L'abbé est déporté aux camps de Sonneburg puis d'Oranienburg. Le 10 décembre 1942, c'est au tour de l'abbé Bertault, directeur du foyer Saint-François, d'être arrêté au motif de « manifestation hostile à l'Allemagne et diffusion de propagande anglaise ». Déporté à Bergen-Belsen, il n'en reviendra pas.

Monseigneur Fillon et son successeur Monseigneur Lefebvre, archevêques de Bourges, ne cachent pas publiquement leur réprobation à l'égard des excès de l'occupant et des collaborateurs. Ce dernier se propose comme otage pour faire libérer les 60 habitants de Saint-Amand-Montrond arrêtés et menacés d'exécutions par la Milice, après la prise de la ville par la Résistance le 6 juin 1944. Il contribue plus tard à faire libérer trois suspects capturés par les Allemands.

Ainsi au sein de communautés religieuses ou dans les usines comme la SNCAC, l'information circule, les actions d'entraide ou les projets de sabotages se développent, les luttes s'élargissent. De plus en plus de Français doutent de Pétain et de sa politique. Des contacts existent maintenant entre diverses familles politiques et sociales. Une nouvelle période s'ouvre.

4 1943 : L'OPINION BASCULE... ET LA RÉSISTANCE S'UNIT



AFFICHE DE LA DÉLÉGATION DU CHER DE LA LÉGION DES VOLONTAIRES FRANÇAIS, ORGANISATION COLLABORATIONNISTE FONDÉE EN 1941, AFIN DE RECRUTER DES VOLONTAIRES POUR COMBATTRE AUX CÔTÉS DES NAZIS SUR LE FRONT DE L'EST. AD DU CHER, R 2215

Le 27 mai 1943, la première réunion du CNR (Conseil national de la Résistance) à Paris, sous l'égide de Jean Moulin, est une étape majeure dans l'unification des mouvements de la Résistance, qui renforce sa lutte contre l'occupation. Cependant, l'arrestation de Jean Moulin et de plusieurs responsables de la Résistance, le 21 juin à Caluire, est un coup terrible qui illustre à quel point l'été 1943 a été un moment critique. Qu'en est-il à Bourges ?

➤ LA FIN DE LA LIGNE DE DÉMARCATIION

La fin de l'année 1942 est marquée par le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie, permettant, après de nombreux rebondissements, que ces territoires soient libérés et administrés par la France libre. En réaction, la Wehrmacht franchit la ligne de démarcation et occupe l'intégralité du territoire français, au prétexte de contrôler les côtes méditerranéennes et d'empêcher un débarquement allié. La ligne de démarcation disparaît officiellement en mars 1943. Désormais, les troupes allemandes, et surtout les services de répression, peuvent opérer partout dans le Cher, qui était coupé en deux par cette frontière. Ils menacent directement les résistants et les Juifs, qui avaient trouvé une relative sécurité dans la zone sud du département. La vie quotidienne devient de plus en plus dure, surtout en ville. Ressources alimentaires, matières premières, richesses sont toujours plus nombreuses à partir vers l'Allemagne. A la fin de l'année 1942, le taux de mortalité à l'hôpital psychiatrique Beauregard s'élève à 22,7%, contre 17,7% en 1941.

➤ LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Depuis l'été 1941, certains Français commencent à prendre leurs distances avec le régime de Vichy, du fait de l'intensification de la politique de collaboration, sous l'égide du Premier ministre François Darlan. Une part de plus en plus grande de l'opinion réproche la participation du gouvernement à la répression allemande et à l'exécution d'otages, en représailles aux actions des résistants communistes, ainsi qu'aux rafles antisémites à partir de l'été 1942.

En juin 1942, le gouvernement de Vichy met en place, dans le cadre de sa politique de collaboration, « la Relève » : le principe est d'échanger trois travailleurs français, dont l'industrie de guerre allemande a besoin, contre un prisonnier de guerre. À la fin de l'été, force est de constater que ce système fondé sur le volontariat est un échec. C'est désormais la contrainte qui l'emporte dans une loi promulguée le 4 septembre : Vichy peut faire partir plus de 300 000 travailleurs en Allemagne.

La loi du 16 février 1943 va encore plus loin en instituant, sur l'ensemble du territoire français, le Service du travail obligatoire (STO). Il oblige tous les jeunes Français des classes 1940 à 1942 à aller travailler en Allemagne. Ces lois provoquent l'hostilité de la population berruyère, au moment où commence le recensement des hommes concernés, le 26 février 1943. Non seulement les jeunes essayent par tous les moyens d'échapper à ce départ, mais des pans de plus en plus larges de la population ne reconnaissent plus l'autorité de Pétain et de son Premier ministre, Pierre Laval. Plus encore, le refus du STO contribue à la création, partout en France, des premiers maquis. Quelques résistants avaient trouvé refuge dans des forêts berrichonnes dès 1942. À partir de 1943, quantité de jeunes Berruyers entrent en clandestinité, même s'il est difficile d'en connaître le nombre.

Le constat s'impose : offensive alliée en Afrique du Nord, défaite allemande à Stalingrad, perplexité grandissante ou franche hostilité vis-à-vis des décisions prises par le gouvernement français, difficultés de ravitaillement, tout concourt en 1943 à un basculement de l'opinion en faveur de la Résistance.



AFFICHE DE PROPAGANDE APPELANT LES VOLONTAIRES
POUR LE TRAVAIL EN ALLEMAGNE
ET CONVOCATION INDIVIDUELLE POUR LE STO,
DU 1^{ER} AVRIL 1943. AD DU CHER, 145 J



L'UNIFICATION DE LA RÉSISTANCE

Au même moment, de Gaulle et son émissaire Jean Moulin cherchent à unifier les groupes de Résistance en zone Sud, aboutissant au milieu de l'année 1943 à la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR). A Bourges, de nouveaux courants se sont développés depuis l'année 1942. Ainsi, au printemps 1943, le mouvement Libération-Nord, qui existe depuis fin 1940 à l'échelle nationale, s'implante localement autour de personnalités comme Élie Bourliaud, Anne-Marie Marteau, le général André Challe, Henry Sadrin ou André Pontoizeau. Le recrutement s'opère dans les milieux proches de la SFIO ou du syndicalisme chrétien.



ÉLIE BOURLIAUD ET ANDRÈS PONTOIZEAU.
AD DU CHER, 140 J

Élie Bourliaud et André Pontoizeau

Né à Poitiers le 9 décembre 1911, Élie Bourliaud est chef de rayon aux Nou-

velles galeries à Bourges et secrétaire de l'Union locale des syndicats chrétiens. Dès la fin de 1940, il rencontre Gaston Tessier lors d'une réunion syndicale clandestine à Paris. Il est chargé de réorganiser la CFTC dans le Cher, tout en planifiant en 1941 la distribution de tracts et journaux clandestins.

En 1943, Elie Bourliaud se rapproche des premiers membres du mouvement Libération-Nord à Bourges, et en mars il en devient le chef civil départemental, secondé par Henri Sadrin, ingénieur des Ponts et Chaussées. Il entretient des contacts réguliers avec Paul Chérioux, responsable régional du mouvement tout en assurant de nouveaux recrutements, au sein de la fonction publique, des petits commerçants et employés de magasins... En octobre 1943, Libération-Nord dispose de plusieurs centaines d'hommes dispersés en « mains » (groupes de cinq) dans différents secteurs de la zone occupée du département. Inspecteur départemental de l'enseignement primaire né le 1^{er} novembre 1903 aux Sables-d'Olonne, André Pontoizeau arrive à Bourges en janvier 1942. Par l'intermédiaire du résistant Maurice Thiault, il est contacté en mai 1943 par Henri Sadrin. Officier de réserve, il accepte de devenir responsable militaire du Libération-Nord. Son travail consiste à collecter des renseignements sur les forces d'occupation, à entretenir des contacts hebdomadaires avec des agents venant de Paris et à établir un plan d'attaque et de sabotages en vue d'un débarquement allié.

Mais la police allemande a réussi à infiltrer le mouvement en Indre-et-Loire, et dans la nuit du 7 au 8 octobre, c'est l'hécatombe : Bourliaud, Pontoizeau, Sadrin et d'autres cadres départementaux du mouvement sont tour à tour arrêtés,

puis emprisonnés à Bourges, Orléans et Royallieu. Elie Bourliaud est déporté le 19 janvier 1944 à Buchenwald où il décède moins de deux mois plus tard. Après un passage à Buchenwald, André Pontoizeau est envoyé dans le camp de concentration de Dora où il est délivré par les Américains le 11 avril 1945. Revenu à Bourges, il témoigne de son parcours de résistant et de déporté dans un livre, *Dora la Mort*, publié en 1947.

Parallèlement, Camille Lerâle, marchand de cycles rue d'Auron, est chargé de mettre sur pied dans le département le mouvement Vengeance, qui compte une centaine de membres à Bourges au début de l'année 1944. Les actions de ces organisations sont multiples : collecte de renseignements, distribution de journaux clandestins, prise en charge des réfractaires au STO, organisation de groupes de combat. Retracer l'histoire de ces mouvements est d'autant plus ardu que leurs membres appartiennent parfois à plusieurs organisations. C'est le cas pour Vengeance, où le chef militaire, le commandant Gangneron, est aussi le chef départemental de l'ORA (Organisation de résistance de l'Armée). Ces appartenances multiples laissent penser que des rapprochements entre mouvements sont possibles.

Suivant la dynamique nationale d'unification, Camille Lerâle convoque, durant l'été 1943, une réunion avec deux délégués du Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France et deux autres de Libération-Nord. Cependant, cette initiative n'aboutit pas, en raison des arrestations qui déciment les mouvements à partir de l'automne 1943. D'autres rencontres ont pourtant lieu. Elles permettent de choisir, fin 1943, l'ex-sénateur Marcel Plaisant comme futur président du Comité départemental de libération (CDL) et de travailler à la mise en place des pouvoirs publics à la Libération.



CAMILLE LERÂLE ET « UNE »
DU JOURNAL CLANDESTIN
DÉFENSE DE LA FRANCE
DU 11 NOVEMBRE 1943.
AD DU CHER, 140 J ET 1 W 73



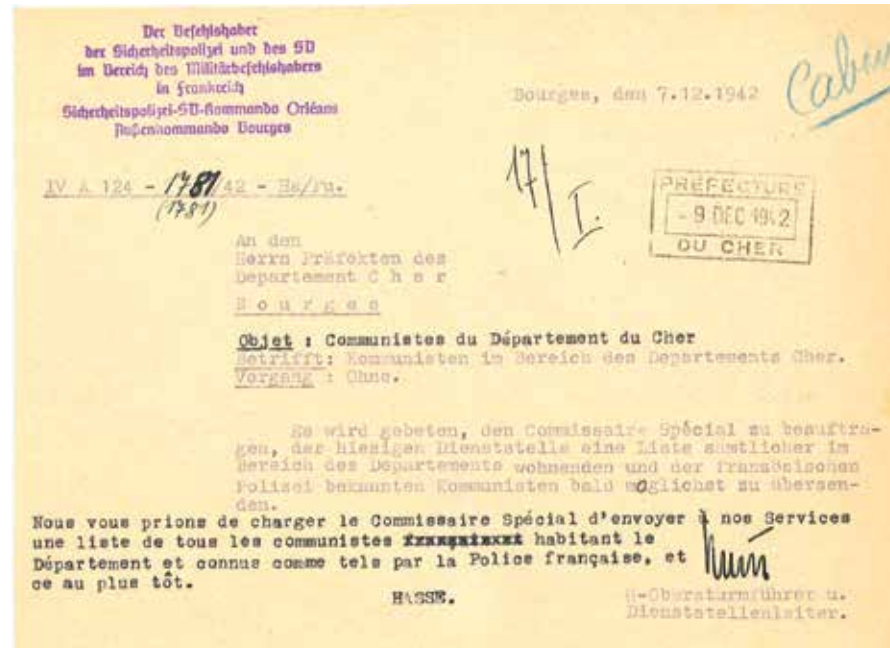
UNE RÉPRESSION IMPITOYABLE

Alors même qu'elle gagne en importance, la Résistance berruyère doit faire face à une intense répression. Ceux qui dès 1940 refusent l'occupation allemande et le gouvernement de Pétain ne peuvent compter sur une quelconque forme de pitié. À partir de l'été 1940, des tribunaux militaires allemands condamnent des Français à mort, dès qu'ils estiment que la sécurité des troupes d'occupation a été menacée. Les autorités françaises mènent aussi une politique répressive, à l'encontre de tous ceux qu'elles perçoivent comme des ennemis. Elles utilisent pour cela leurs différentes forces de police, qui sont fréquemment mises au service des Allemands dans le cadre de la collaboration : gendarmerie, polices municipales, police nationale (créée en 1941), groupes mobiles de réserve (GMR) ou encore brigades spéciales. Des sections spéciales pour punir les résistants sont créées dans les cours d'appel. À partir de janvier 1943, l'action répressive de Vichy est renforcée par la création de la Milice. Les partisans les plus zélés de la collaboration se rassemblent au sein des partis collaborationnistes, qui veulent contribuer à la victoire de l'Allemagne nazie.

Autorisés en zone occupée et financés par les Allemands, ces partis comme le RNP (Rassemblement national populaire de Marcel Déat), le PPF (Parti populaire français de Jacques Doriot) ou encore le Parti franciste (Marcel Bucard), sont implantés dans le Cher depuis 1941. Ils n'ont cependant jamais compté beaucoup d'adhérents : ces derniers ne sont plus qu'une centaine à l'échelle départementale au printemps 1944. De même, la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchévisme), n'a réussi à convaincre qu'une dizaine de Berrichons à aller combattre sur le front russe entre 1941 et 1943. Quant au groupe Collaboration, il s'éteint dans ses querelles intestines dès 1943.

Du côté allemand, la répression est dans un premier temps du ressort de la *Wehrmacht*. Cette dernière s'appuie sur ses troupes et des forces de police militaire, comme la *Feldgendarmerie*, mais aussi sur des unités plus spécialisées comme l'*Abwehr* (contre-espionnage) ou la *Geheime Feldpolizei* (sécurité militaire). À Bourges, c'est un tribunal militaire, installé dans les locaux du palais de justice, rue des Arènes, qui juge les Français accusés d'avoir contrevenu aux ordonnances allemandes. Jusqu'à l'été 1941, cette répression a avant tout pour but d'assurer la sécurité des troupes d'occupation ; elle prend ensuite un tour encore plus idéologique. À partir de 1942, la direction du maintien de l'ordre est confiée à la SS. Ainsi, une antenne du *Sipo-SD*

ENTRÉE DE L'IMMEUBLE DE LA RUE MICHEL DE BOURGES,
SIÈGE DE L'ANTENNE LOCALE DU SIPO-SD. DADP 18



ORDRE DE DE TRANSMISSION PAR LE SD DE BOURGES DE LA LISTE DES COMMUNISTES DU DÉPARTEMENT, FICHÉS PAR LA POLICE FRANÇAISE, 7 DÉCEMBRE 1942. AD DU CHER, 1 W 214

(Police de sécurité – Service de sécurité) d'Orléans s'installe à Bourges, rue Michel de Bourges, dans le bel immeuble Art déco confisqué à Jacob Leiseing. Placée sous la direction d'Érich Hasse, la *Sipo* est divisée en trois principales sections, dont le rôle est entre autres de réprimer les actes de résistance ou de surveiller et pourchasser les militants communistes et les Juifs. Le Service de sécurité est quant à lui dirigé par Dreyer et s'occupe de recueillir les plaintes, les dénonciations ainsi que les rapports des agents français ou allemands. En effet, en plus de membres allemands appartenant à la SS comme Peter Hemmerich, Max Winterling, Jong Knittel, Ernst Basedow ou Fritz Schultz, le *Sipo-SD* emploie des Français, engagés par conviction idéologique ou plus prosaïquement pour l'appât du gain. C'est le cas par exemple de Roger Picault et Pierre-Marie Paoli. À partir de l'été 1942, le *Sipo-SD* opère dans le sud du département, en coopération avec la police française.

Alors que les arrestations se multiplient, la torture fait systématiquement partie des interrogatoires que subissent les suspects qui passent par la rue Michel de Bourges. Lorsqu'ils ne sont pas questionnés, ils sont internés au Bordiot. Certains sont condamnés à mort : 21 résistants sont fusillés en 1943 à Montifault, dans l'enceinte du polygone de tir à l'est de Bourges. Pour d'autres, l'internement au Bordiot n'est qu'une étape avant la déportation. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, plus de 1 000 personnes ont été déportées depuis le département du Cher (Juifs, résistants et opposants politiques). Nombreux sont ceux qui n'ont pas survécu aux conditions inhumaines des camps de concentration ou à l'assassinat industrialisé des centres de mise à mort.



PIERRE, MARIE PAOLI. AD DU CHER, 11 J

Pierre, Marie Paoli

Pierre-Marie Paoli, est né à Aubigny-sur-Nère le 31 décembre 1921, dans une famille modeste. Il travaille d'abord à la perception d'Aubigny, puis à celle de Mehun-sur-Yèvre. Après avoir tenté sa chance à Paris, il revient dans le Cher en 1942. Anticomuniste et opportuniste, c'est grâce à sa connaissance de l'allemand qu'il est admis en qualité d'interprète au service du SD de Bourges, le 31 mars 1943. Il sort très vite de ce rôle et com-

mence à procéder lui-même à des interrogatoires et à des arrestations. Après avoir échappé à une tentative d'attentat en août 1943, il redouble d'activité dans la vague de répression des mouvements au cours de l'automne-hiver 1943-1944. Disposant d'un vaste réseau d'informateurs, il fait preuve d'une très grande habileté et jouit de la confiance de ses chefs. Il use de tous les procédés : intimidations, extorsions, tortures et crimes caractérisés. Pour obtenir des informations ou des aveux, il inflige les pires sévices à ses victimes au cours de plus de 200 séances de torture : gifles, coups de ceinturon ou de nerf de bœuf, baignoire, machine électrique... Le bilan est terrible : trois cents arrestations, l'assassinat de plusieurs suspects et la participation au massacre des Puits de Guerry. Avec ses comparses du SD de Bourges, il se replie dans les Ardennes en août 1944 pour commettre d'autres forfaits. Arrêté par les Alliés en Allemagne en mai 1945, il est remis aux autorités françaises pour être jugé à Bourges en mai 1946. Son procès est le plus suivi de Bourges dans l'après-guerre. Condamné à mort, il est fusillé sur le Polygone de tir le 15 juin.



ALOÏS STANKE. AD DU CHER, 140 J

Aloïs-Joseph Stanke, le franciscain de Bourges

Aloïs-Joseph Stanke est né à Dantzig en 1904. Il entre à l'institut des Frères franciscains hospitaliers de la Sainte-Croix, prend le nom de frère Alfred et exerce entre autres fonctions celle d'infirmier. Incorporé de force en 1940 comme aumônier-infirmier, il est affecté à la prison allemande du Bordiot à Bourges, en décembre 1942.

Stanke fait passer ses convictions humanistes et chrétiennes avant tout, apportant soins et réconfort aux prisonniers, dont beaucoup ont été torturés par les agents de la Gestapo pendant les interrogatoires. Il participe avec deux résistants berruyers, Georges Ruetsch et Félix Desgeorges, commerçant en vins et spiritueux rue Jean-Baffier, à un réseau d'alerte et de solidarité, qui a porté secours à près de 250 personnes. Capturé par les Alliés dans les Vosges en 1944, il est emprisonné aux États-Unis. Devant les nombreux témoignages d'anciens détenus du Bordiot, le Comité départemental de Libération du Cher, demande sa libération dès 1945. Elle intervient en juin 1946 et, un an plus tard, la ville de Bourges lui fait un accueil triomphal et solennel à l'Hôtel de Ville. Il rejoint son pays et travaille avec conviction à la réconciliation franco-allemande. Il est revenu plusieurs fois à Bourges pour rencontrer les gens qu'il a sauvés. Son histoire devient célèbre grâce à un livre de Marc Tolédano, porté à l'écran par Claude Autant-Lara en 1968. Décédé en 1975 et inhumé à Saint-Doulchard, il a été nommé citoyen d'honneur de la Ville de Bourges en 2021.



MAISON D'ARRÊT DU BORDIOT À BOURGES. AD DU CHER, 6 FI



GINETTE VIRMONT. FONDS AMRDC

Ginette Virmont-Sochet

Née le 29 décembre 1926 à Dun-sur-Auron Ginette Virmont avait 17 ans en 1944. Avec d'autres jeunes adhérents berruyers du réseau auberge de la jeunesse (AJAJ), elle entre dans la Résistance, recueillant des renseignements concernant les troupes d'occupation dans le Cher. Elle collecte des informations grâce à son emploi au service du Ravitaillement général à Bourges, qui étaient ensuite transmis aux services britanniques et de la France libre. Malheureusement cette organisation est repérée par les services du SD et

Ginette Virmont est arrêtée le 19 janvier 1944 par Paoli. Après les prisons du Bordiot et d'Orléans, elle est déportée en Silésie, à Lauban, puis à Ravensbrück et à Zwodau d'où elle est libérée par les Américains le 8 mai 1945. Pendant de nombreuses années elle fut présidente de l'association des amis de musée la Résistance et de la Déportation. Elle est nommée grand officier de la légion d'honneur et grand-croix de l'ordre national du mérite avant son décès en 2019.

Témoignage de Ginette
Virmont-Sochet



CHAPITRE 5 LES COMBATS DE LA LIBÉRATION

➤ LES DÉFIS DE L'HIVER 1944

Au début de l'année 1944, la répression touchant les mouvements de Résistance berruyers s'intensifie. Le réseau de renseignements AJAJ (Auberges de jeunesse) est démantelé en janvier : Raymond Arnold, André Péru et Ginette Virmont sont arrêtés et déportés. Les services du SD, et Paoli en tête, se démènent pour multiplier les arrestations et les interrogatoires. La plupart des organisations de Résistance de Bourges sont décapitées : plusieurs cadres du Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France et des FTPF, à l'instar de Maurice Seiden, en gare de Bourges en mai 1944, sont arrêtés au cours du premier semestre de l'année, obligeant les mouvements à se réorganiser.

Une véritable traque vise désormais le mouvement Vengeance en Cher Nord. Le gonflement rapide de ses effectifs depuis l'automne 1943 rend le mouvement particulièrement vulnérable. Des dizaines de résistants sont arrêtés au cours du premier trimestre 1944 à Vierzon, Mehun-sur-Yèvre, Sancerre. À Bourges, 28 membres du mouvement, dont Camille Lerâle, sont arrêtés entre le 6 et le 25 mars 1944. Plusieurs d'entre eux comme Pierre Aupetit et André Perraudin sont âgés d'à peine 18 ans. Internés au Bordiot, puis à Orléans et Compiègne-Royallieu, ils sont déportés à Buchenwald ou Neuengamme. Moins de la moitié en reviendra vivant.

Dans l'opinion publique se développe un double courant, un espoir impatient d'une libération prochaine, mais aussi une sourde angoisse, en raison des pertes humaines et des destructions que cette délivrance nécessiterait. Après la répression qui a frappé Libération-Nord et Vengeance, les rescapés des mouvements rejoignent d'autres organisations ou participent à la création des premiers groupes combattants des Forces françaises de l'intérieur, créées au début de l'année 1944 (FFI Cher-Nord et FFI Nord-Indre).

L'installation de la Milice

Jugeant alors la police française inefficace et peu zélée, les nazis autorisent l'implantation de la Milice en zone nord. Fondée par Joseph Darnand en 1943 en zone sud, elle se présente par son organisation paramilitaire comme le fer de lance de la collaboration la plus active dans la lutte contre « l'anti-France », particulièrement les Juifs et les communistes.

Elle s'implante à Bourges, rue Calvin, en janvier 1944, avec à sa tête Roger Thévenot, collaborateur berruyer déjà très actif et proche du SD. Lui et ses francs-gardes en uniformes servent d'auxiliaires dévoués aux SS dans leur lutte contre la Résistance, menant à Bourges et dans le département des arrestations arbitraires, des actions d'intimidation et de représailles visant surtout les civils suspectés de soutenir le maquis.



L'EXHUMATION DES CORPS DES MASSACRÉS
DES Puits de GUERRY EN OCTOBRE 1944. AD DU CHER, 11 J

Le massacre des Puits de Guerry : la Shoah à Savigny-en-Septaine

Alors que la libération se prépare, dans la nuit du 21 au 22 juillet 1944, 70 Juifs sont arrêtés à Saint-Amand-Montrond par la police

allemande et la Milice française. Il s'agit de la dernière et de la plus importante rafle organisée dans le Cher. Hommes, femmes et enfants sont emmenés à Bourges, à la prison du Bordiot en vue d'être déportés. Les voies de communication vers le nord et le camp de Drancy ont cependant été sabotées, et les responsables du SD de Bourges prennent la décision de les exécuter sur place.

Le 24 juillet 1944, 26 hommes sont extraits de leurs cellules et transportés par camion à Savigny-en-Septaine, sur le site de Guerry, ferme inhabitée du polygone du tir de Bourges. Ils sont pour la plupart jetés vivants dans un des puits du domaine. Trois autres hommes puis huit femmes sont à leur tour assassinés dans un autre puits les 26 juillet et 8 août 1944, juste avant le départ des SS de Bourges.

Alors que les femmes et les enfants survivants de la rafle de Saint-Amand-Montrond sont libérés le 17 août par le gardien allemand Müller, un homme, Charles Krameisen, unique rescapé du massacre du 26 juillet, se présente devant les autorités à la Libération et livre son incroyable récit qui permet, le 9 octobre 1944, de retrouver le lieu précis de la tragédie.

La découverte des corps des 36 victimes suscite horreur et sidération devant le plus important massacre perpétré par l'occupant dans le département. Mais le constat pour les Alliés va plus loin, la nature raciale du crime et les modalités d'action de ses auteurs font de Guerry la première preuve sur le sol français du génocide des Juifs perpétré par les nazis en Europe.

➤ LES FFI DE BOURGES

Des groupes FTPF ont commencé à se former dans le Cher dès 1942 dans des zones boisées comme la Sologne, mais ces premiers maquis n'échappent pas à la répression menée par l'occupant.

Il faut attendre février 1944 et la mise en place des Forces françaises de l'intérieur (FFI) pour que d'autres organisations de combat voient le jour. Elles sont encadrées par d'anciens militaires et réservistes, pour la plupart membres de l'ORA (Organisation de la Résistance de l'armée). Malgré la répression impitoyable qui a frappé le mouvement Vengeance, les survivants forment plusieurs groupes FFI à Bourges, Vierzon et Sancerre, rattachés aux FFI Cher-Nord que dirige Arnaud de Vogüë, (commandant Colomb).



GEORGES ROSSIGNOL.
FONDS AMRDC

À Bourges, le chef de groupe est le négociant Georges Rossignol (capitaine Robin). Avec Émile Chagnon et Armand Tissier, il constitue une équipe de sabotage rattachée aux corps-francs de Vengeance, agissant au sein de l'aéroport et de l'usine de la SNCAC de septembre 1943 à février 1944. Après avoir échappé aux arrestations visant le mouvement, Rossignol rassemble une douzaine de volontaires berruyers au cours du printemps 1944, formant l'ossature de la future compagnie FFI « Robin ».

Par ailleurs, le lieutenant Chamiot, a été missionné par le commandant Vannier, chef FFI Nord-Indre, du secteur de Reuilly, afin de mettre en place un groupe de combat dans le secteur de Bourges.

Mais, à Bourges, comme ailleurs dans le Cher, FFI et FTPF manquent d'armes et de matériel pour intensifier leurs actions avant le mois de juin 1944.

➤ LES SABOTAGES

L'annonce du débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944, suscite une vague d'espoir dans l'opinion publique et galvanise les résistants. Suivant les plans élaborés depuis des semaines, les sabotages se multiplient afin de désorganiser et d'entraver les communications de l'occupant : dès le 7 juin des coupures régulières ont lieu sur la voie ferrée entre Mehun-sur-Yèvre et Avord, interrompant le trafic pendant plusieurs heures. Ces opérations se poursuivent et s'intensifient tout au long de l'été malgré l'intervention d'un train blindé allemand circulant sur la ligne pour en assurer la protection.

Les FFI de Bourges reçoivent quelques armes et surtout des explosifs issus d'un parachutage allié à Méry-ès-Bois. Si « Colomb » a donné l'ordre à « Robin » de former plusieurs équipes de sabotage et de renseignements, il lui demande d'agir avec la plus grande prudence face aux miliciens et aux gestapistes, très présents à Bourges.

Les bombardements alliés

Les habitants vivent au rythme des alertes aériennes (plus d'une centaine au cours de l'année 1944), les obligeant à rejoindre les abris aménagés par la Défense passive. La gare, l'aéroport et l'usine d'aviation sont visés par les bombardiers alliés d'avril à juin 1944. Outre la réquisition de main-d'œuvre pour réparer les destructions, les



DESTRUCTIONS SUR LE SITE DE L'AÉROPORT DE BOURGES À LA SUITE DU BOMBARDEMENT ALLIÉ DU 10 AVRIL 1944. AD DU CHER, 117 J

Allemands décident de mettre à l'abri une partie des fuselages des avions Siebel construits par la SNCAC dans la halle au blé, malgré les protestations des autorités municipales qui craignent de ce fait des bombardements sur le centre-ville. Car ces attaques sur les objectifs stratégiques occasionnent malheureusement des dégâts sur les habitations proches ainsi que des victimes civiles. Les attaques de chasseurs-bombardiers les 4 et 27 juin visant le triangle ferroviaire de Pont-Vert à Marmagne font 14 morts parmi la population de la commune.

ÉTÉ 1944, LA LIBÉRATION SE PRÉPARE

De juillet à la première quinzaine du mois d'août, les actions de sabotages s'étendent et gagnent en intensité à mesure que les maquis du Cher se structurent et se

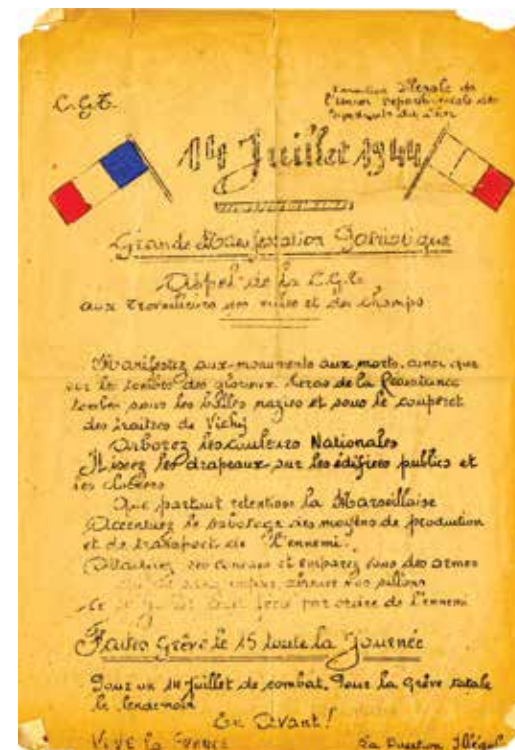
développent, et ce malgré la répression toujours plus féroce de l'occupant et de la Milice. Le 13 juillet, l'archiprêtre de la cathédrale Le Guenn est arrêté par les miliciens pour avoir refusé de célébrer un service funèbre à la mémoire de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande, abattu par la Résistance. Le 14 juillet, à Bourges, comme ailleurs en France, trois FFI du groupe Chamiot hissent le drapeau tricolore sur le monument aux morts. Les résistants, désormais plus nombreux, tentent des opérations de plus en plus audacieuses.



Témoignage de José Florez

Le 2 août, quelques FFI de « Robin » parviennent à s'infiltrer dans les ateliers de la SNCAC et à saboter 40 moteurs et 20 voilures d'avions. Le lendemain 3 août, un groupe de quarante FTPF du Cher Sud décide de mener un raid à l'usine Billant, qui fabrique mortiers, obus et grenades à La Chapelle-Saint-Ursin. Après avoir neutralisé la garde allemande, ils chargent leurs quatre camions d'explosifs et repartent sous le feu des renforts de la Wehrmacht venus de Bourges.

Dans les usines circulent les mots d'ordre d'appel à la grève et à la formation des Milices patriotiques pour saboter la production de guerre de l'ennemi. Les attaques à l'explosif des voies ferrées de l'agglomération, par les résistants ou par les avions alliés, sont alors quotidiennes.



TRACT DE LA CGT DU CHER, APPELANT À UNE MANIFESTATION PATRIOTIQUE LE 14 JUILLET 1944 ET À UNE GRÈVE LE LENDEMAIN. AD DU CHER, 1 W 73

> BOURGES BRÛLE-IL ?

Les premiers services allemands évacuent Bourges au début du mois d'août. Le chef milicien Thévenot est abattu en plein jour, rue Calvin, le 8 août par des FFI. Les Miliciens quittent précipitamment la ville, en suivant certains agents du SD, dont Paoli, partis deux jours plus tôt. Bicyclettes, autos, camions sont réquisitionnés et chargés de bagages.

Les Anglo-Américains ont enfin percé le front de Normandie; le 13 août, le commandement FFI appelle à l'insurrection générale. Les Alliés débarquent en Provence deux jours plus tard. Les forces allemandes stationnées au sud de la Loire commencent leur retraite vers l'est de la France pour éviter l'encerclement. Les grands axes qui traversent le Berry d'ouest en est deviennent le couloir principal de circulation de dizaines de milliers d'hommes, qui cherchent à franchir la Loire jusqu'au début du mois de septembre.

Les maquis ont pour mission d'entraver leur marche, en menant d'incessantes embuscades sur les routes du Cher, de nuit comme de jour, malgré un armement insuffisant.

Les Allemands dressent à Bourges des chicanes et des barricades dans la crainte d'une attaque des FFI. Le 16 août, on apprend que les Américains se rapprochent d'Orléans, que l'on se bat à Chartres et à Dreux. Le lendemain, Juifs survivants et résistants sont libérés de la prison du Bordiot grâce à la complicité de l'interprète Müller. L'impatience se mêle à l'inquiétude pour la population alors que grossit le flot des véhicules allemands, couverts de feuillages de camouflage, qui traversent la ville.

La farine est réquisitionnée dans tous les moulins, les boulangers ont ordre de produire des dizaines de milliers de pains pour nourrir les troupes en retraite. Pour les civils, les queues s'allongent devant les magasins face aux risques de pénurie.

C'est dans ce climat que se font entendre en ville, à partir du 18 août, une série d'explosions : les Allemands entament leur programme de destruction des installations qu'ils ne peuvent déménager. Des colonnes de fumée s'échappent de l'aéroport, de Port-Sec et du Polygone. Une partie de la population s'affole et gagne les abris, la rumeur se répand d'incendies de tous les lieux occupés (la Poste, la caserne Condé, l'école professionnelle de jeunes filles rue Jean-Baffier...). L'intervention rapide des pompiers permet alors d'éviter le pire.

Ce sont les ateliers et les dépôts des Établissements militaires qui suscitent le plus d'inquiétudes, et notamment le magasin d'amorces de la fulminaterie et ses tonnes d'explosifs, susceptibles d'anéantir plusieurs quartiers de la ville. Le 21 août, face aux

menaces imminentes de destruction, les autorités locales avisent Alphonse Durand, chef artificier de l'ECP (École centrale de la Pyrotechnie), qui courageusement avec deux collègues accèdent au dépôt et neutralisent le dispositif de sabotage. Ils réitèrent leur exploit le 30 août aux carrières de la route de Dun-sur-Auron.



HANGARS INCENDIÉS SUR LE SITE DE PORT-SEC À BOURGES EN 1944. AD DU CHER, 11 J

Pendant ce temps, les FFI resserrent leur étreinte autour de Bourges, et espèrent pouvoir prendre la ville. Le 19 août, « Colomb » met en alerte le maquis de Menetou-Salon pour se positionner au nord de l'agglomération, au carrefour de l'Épinière, à Turly et à Maubranche, et tenter de bloquer les convois ennemis circulant sur ces axes. Pendant ce temps, un détachement du 1^{er} Régiment d'infanterie (FFI Cher-Sud) prend position entre Le Subdray et Saint-Just. Son chef, le colonel Bertrand (« Benoît »), pousse même une reconnaissance jusqu'au pont d'Auron. Pendant ce temps, le maire Théophile Lamy et une délégation municipale se rendent à la *Feldkommandantur* pour proposer, sous la protection de la Croix-Rouge, une reddition des forces allemandes. L'offre est rejetée par l'occupant, d'autant plus que des colonnes allemandes fortes de plusieurs milliers d'hommes sont annoncées à l'ouest du Cher.

Les chefs FFI renoncent prudemment à s'emparer de Bourges pour l'instant, mais maintiennent leurs positions et poursuivent les sabotages des voies ferrées. Jusqu'à la fin août, les maquisards mènent des accrochages quasi-quotidiens, attaquant au fusil-mitrailleur et au bazooka les camions et blindés allemands : sur la N140 à Fussy, sur la N 76 à Berry-Bouy, à Pont-Vert et au nord de Saint-Just... Plusieurs résistants sont tués au combat ou achevés par les nazis. Furieux de compter de lourdes pertes, ces derniers n'hésitent pas à s'en prendre en représailles aux civils des fermes et hameaux proches.

L'ennemi désormais aux abois multiplie les violences sur son passage, des barrages et des canons antichars sont placés sur les principales artères de la ville. Les 25 et 26 août, une colonne de miliciens venant de Bordeaux et de Limoges traverse Bourges et sème la terreur, plusieurs exécutions sommaires ont lieu. Le 3 septembre, la *Kommandantur* rue Moyenne est évacuée; les installations de la gare sont sabotées à l'explosif. Les derniers groupes de soldats isolés circulent, perdus, harassés, démoralisés. Le 4 septembre, FTPF et FFI libèrent Vierzon puis Mehun-sur-Yèvre le lendemain.

➤ LA LIBÉRATION DE BOURGES

Le matin du 6 septembre, « Colomb » reçoit à son PC de la ferme de Beaumont la confirmation que seules quelques dizaines de soldats allemands occupent encore la caserne Carnot, et que les forces ennemies ne présentent plus de danger pour la population berruyère. Il mobilise alors les effectifs des maquis de Menetou et d'Ivoy pour marcher sur Bourges avec tous les véhicules disponibles et invite les chefs des groupes FTPF, des FFI Cher-Est et Cher-Sud à faire de même.

Précédés de jeeps des SAS français, qui ont rejoint les maquis du Cher quelques jours plus tôt, « Colomb » et ses hommes entrent en ville en milieu de journée. Ils se rendent immédiatement à la préfecture pour installer leur poste de commandement, alors que des détachements FTPF et les FFI de « Robin » s'assurent du contrôle de plusieurs carrefours stratégiques et de la capture des derniers soldats allemands. Depuis Fussy et Saint-Michel de Volangis, les FFI Cher-Nord entrent dans Bourges, suivis plus tard des autres forces combattantes, sous les acclamations de la population qui laisse éclater sa joie dans les rues. Les façades se couvrent de drapeaux français et alliés. Les cloches de la cathédrale célèbrent la libération de la ville. Une délégation du conseil municipal reçoit l'état-major FFI.



DÉFILÉ DES FFI CHER-NORD, RUE MOYENNE À BOURGES LE 6 SEPTEMBRE 1944. AD DU CHER, 32 Fi

Pancartes allemandes et effigies d'Hitler sont arrachées et détruites pendant que la chasse aux collaborateurs se poursuit. Des femmes accusées de collaboration sont tondues sous les huées de la foule. « Colomb » rédige un texte publié le lendemain mettant en garde ceux qui veulent se substituer à la justice. Le nouveau préfet Gustave Sarrien et Marcel Plaisant, président du Comité départemental de la Libération, s'installent en ville le 7 septembre et proclament la restauration de l'ordre républicain.

La libération de Bourges consacre celle du nord du Cher. Cependant dès le soir du 6 septembre, on annonce l'entrée dans le département d'une puissante formation allemande de près de 20 000 hommes. L'inquiétude revient dans la population alors que les unités FFI et FTPF se portent au sud de la ville pour en interdire l'accès. Cette colonne dirigée par le général Elster est amenée à la reddition le 10 septembre sous l'action de l'aviation alliée et des forces combattantes de la Résistance, mettant fin à quatre années d'occupation sur le territoire.

Arnaud de Vogüé

Arnaud de Vogüé est né le 11 juin 1904 à Paris. Homme d'affaires et propriétaire terrien, notamment du château du Pézeau à Boulleret (Cher), il est élu maire de cette commune en 1937. Il forme en avril 1943 un groupe de résistants dans ce village, en contact avec l'Organisation civile et militaire à Cosne-sur-Loire et Vengeance à Sancerre, pour la recherche d'armes de récupération et la constitution de petits dépôts clandestins. Au printemps 1944, il est désigné commandant des FFI du Cher-Nord, sous le pseudonyme de « Colomb ». Fin juin 1944, il obtient ses premiers parachutages lui permettant d'armer au cours de l'été plus de 2 100 combattants dans les secteurs Cher-Nord et Cher-Est. Devenu le commandant Colomb, il met en place un état-major départemental FFI qui coordonne les actions dans cette partie du département.

Le 6 septembre 1944, il décide de libérer Bourges. Accompagné par une section du maquis de Menetou, il se rend à la préfecture et donne l'ordre à tous les maquis de rejoindre la ville. Il adresse une proclamation à la population, soulignant l'importance de l'événement, et appelant à l'union pour le relèvement du pays.

Alors que Bourges fête sa libération, les premiers éléments de la colonne Elster arrivent dans le département avec la volonté de regagner l'Allemagne. « Colomb » et le colonel Bertrand, commandant le 1^{er} RI, prennent les dispositions pour leur barrer la route de Bourges. Le 11 septembre 1944, ils reçoivent du général Elster à Arçay la confirmation de la reddition, qu'il a signée la veille à Issoudun auprès des Américains.



À GAUCHE, ARNAUD DE VOGÜÉ (COMMANDANT « COLOMB »), AVEC LE COLONEL BERTRAND (À DROITE), PLACE DE LA PRÉFECTURE À BOURGES LE 6 SEPTEMBRE 1944. AD DU CHER, 26 F1



« UNE » DU PATRIOTE BERRICHON, JOURNAL DES FTPF DU CHER, PARU LE 7 SEPTEMBRE 1944, AVEC L'APPEL DU COMMANDANT « COLOMB ». AD DU CHER, 130 J

1944-1945, RECONSTRUIRE ET SE RETROUVER

Au cours des premières journées qui ont suivi la libération de la ville, dans l'euphorie mais aussi la désorganisation, des haines anciennes conduisent à des règlements de comptes, parfois violents, envers ceux qui ont collaboré ou que l'on désigne comme tels. Les « résistants du lendemain » s'y montrent les plus zélés.



PHOTOGRAPHIE DES DÉCORATIONS PATRIOTIQUES SUR LA FAÇADE DU GRAND MAGASIN « AUX DAMES DE FRANCE », À BOURGES, POUR LES FÊTES DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945. AD DU CHER, 26 F1

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION	
A LA DATE DU 7 SEPTEMBRE 1944	
Composition :	
MM. Romain BARDIN,	Milices patriotiques, ajusteur à Bourges.
Jules BONNET,	C. G. T., bûcheron à La Chapelle-Hagou.
Marcel CHERRIER,	Parti communiste, ajusteur à Bourges.
M ^{me} Veuve GIRAUDON,	Union des Femmes françaises, employée de bureau à Bourges.
MM. Pierre JACQUET,	Forces unies de la Jeunesse patriotique, instituteur à Dun-sur-Auron.
Christine LE GUENNE,	Forces spirituelles, Bourges.
Joseph LELARGE,	C.G.A. Résistance agricole, directeur de coopérative à Menetou-Salon.
Capitaine Daniel LEMAIRE,	Frères-Tireurs partisans français, agriculteur à Feux.
Pasteur Robert LORHAUX,	Forces spirituelles, Sancerre.
Emile MARTINAT,	Parti socialiste, directeur de coopérative, La Châtel.
Marcel PLAINANT,	Parti radical-socialiste, avocat, Saint-Amand.

MM. Jean POMMIER,	Combat et Libération, fonctionnaire retraité à Orval.
Paul RAFFESTIN,	Vengeance, instituteur à Viczou.
Capit ^e Georges ROSSIGNOL,	Ceux de la Libération, artisan à Bourges.
Fernand SOCIET,	Front National, instituteur à Méry-ès-Bois.
Marcel SOUBRIET,	Vénéralde de la Loge, ingénieur du Service vicinal en retraite, à Bourges.
Bureau :	
Président :	MM. Marcel PLAINANT, Sénateur du Cher.
Vice-Président :	Marcel CHERRIER.
Secrétaire :	Romain BARDIN.

COMPOSITION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION À LA DATE DU 7 SEPTEMBRE 1944. AD DU CHER, 1 W 141

Le Comité départemental de Libération (CDL) qui siège dès le 7 septembre a deux priorités : restaurer la légalité de la République et assurer le bon fonctionnement

du ravitaillement. Le premier point impose des négociations complexes, dans un climat de défiance alimenté par le fantasme d'une insurrection communiste. Le préfet du Cher exprime cette crainte lors d'une entrevue avec Marcel Cherrier, vice-président du CDL et ancien dirigeant de la résistance communiste du Cher : « *Que voulez-vous que je fasse avec mes 30 gendarmes et vous avec vos 3 500 FTPF ?* ». À quoi Marcel Cherrier répond sans ambiguïté : « *Nous voulons seulement rétablir la légalité* ».

Malgré la dissolution des FFI le 19 septembre 1944, des résistants regroupés dans les gardes civiques républicaines, très actifs à la SNCAC, hésitent à rendre leurs armes. Sous prétexte que la sentence traînait à être réalisée, deux collaborateurs ayant travaillé pour la Gestapo, condamnés à mort et enfermés au Bordiot, sont exécutés le 21 décembre 1944 par un commando. Le chef du gouvernement de Gaulle intervient personnellement afin que les responsables soient sanctionnés pour ces actes qui nuisent à l'image de la Résistance.

La restauration de la légalité suppose le châtement des coupables de collaboration : une commission « épuration et justice » fonctionne sous la présidence de Marcel Cherrier, qui précise qu'elle n'examinera que « les plaintes fondées sur des faits et délits dûment établis ». Pour éviter l'arbitraire, les différends et vengeances personnelles, des chambres civiques et une cour de justice sont instaurées.

Pour le CDL, l'urgence porte également sur le rétablissement du ravitaillement. Avec la fin des réquisitions, le pain blanc, dont la population est privée depuis longtemps, fait son retour. La ration de viande est portée de 90 à 500 grammes... mais les rationnements continuent pour le beurre, l'huile et les carburants. Dans son programme, le Conseil national de la Résistance avait pour objectif de dégager la presse de la domination politique de l'occupant et de la collaboration, de veiller à son indépendance.

La Dépêche du Berry, complice de la collaboration, a cessé de paraître le 20 août 1944. Ce sont désormais les journaux issus de la Résistance qui sortent des presses : *Le Patriote berrichon* (FNLIFF); *La Voix de la Résistance* (FFI); *En-Avant* (FTPF). Le 15 septembre, ces journaux décident de fusionner en donnant naissance au *Berry républicain*.



« UNE » DU PREMIER NUMÉRO DU BERRY RÉPUBLICAIN, DU 16-17 SEPTEMBRE 1944.
AD DU CHER, PER 204

Les destructions provoquées par la guerre, et notamment par les Allemands lors de leur départ, sont considérables; il faut remettre en état sur les réseaux ferroviaires et téléphoniques, reloger des familles dont les maisons ont été détruites, reconstruire les ponts, réparer les dégâts dans les usines pour les remettre en activité au plus vite.



FUSELAGES D'AVIONS DÉTRUITS À L'USINE DE LA SNCAC EN SEPTEMBRE 1944. AD DU CHER, 117 J

Dans le pays tout entier, les personnalités et militants les plus résolus, issus des forces de la Résistance, font vivre et défendent les grandes avancées sociales de la Libération, portées par le programme du Conseil national de la Résistance. Des résistants veulent poursuivre le combat pour vaincre l'Allemagne nazie. Leur intégration dans la nouvelle armée française n'est pas facile. L'expérience de « citoyens-soldats » vécue dans les maquis se heurte à la culture et aux pratiques d'une armée de métier. De nombreux anciens FFI comme les Berruyers Pierre Bissonnier ou Serge Bruerre, s'engagent dans la Première armée française de De Lattre qui combat en Alsace. D'autres sont regroupés dans de nouvelles unités, comme le Groupement « Bertrand » engagé sur le front de l'Atlantique. Ces unités sont très mal équipées. En plein hiver 1944-1945, les volontaires de l'Union des femmes françaises de Bourges envoient à Royan deux camions de colis et vêtements chauds pour ces soldats.



TRACT PUBLIÉ PAR LE PRÉFET DU CHER
ET LE MAIRE DE BOURGES
APPELANT LES BERRUYERS À FÊTER
LA VICTOIRE DES ALLIÉS LE 8 MAI 1945.
AD DU CHER, 46 J

DANS LA FRANCE entière vibrante d'enthousiasme et de joie, retentit ce cri triomphal.

La défaite que l'Allemagne vient de subir est cette fois-ci totale.

LA PAIX, idéal de tous les peuples libres, pour laquelle tant de héros ont fait le sacrifice de leur vie, nous est enfin donnée, et avec elle, les plus belles espérances nous sont offertes.

BERRUYERS,

La voix des cloches et le son du canon, cette fois pacifique, viennent de vous convier à fêter ce jour mémorable que vos coeurs ont tant attendu.

PAREZ notre vieille cité de nombreux drapeaux.

FLEURISSEZ et illuminez vos demeures.

JOIGNEZ vous tous aux retraites aux flambeaux qui ce soir même, descendant de vos quartiers au cœur de la ville en parcourront les principales artères après être venues dans une pieuse pensée se recueillir au Monument de tous vos morts où la flamme, symbole du souvenir, sera ranimée.

Les rassemblements se feront dans chaque quartier :
Place de la Gare, Place Aguirre-Bordeaux, Place du Brugnot, Place de la Pyrotechnie, Place Malan, Place Godeau, Place Cojas.

Du départ sera donné à 21 h. 45, afin qu'à 22 h., la population groupée par quartier, soit toute entière rassemblée Place Stravinsky, en vue d'un défilé patriotique qui aura lieu sur l'itinéraire suivant :
Eplanade Marceau, Rue Moyenne, Rue de Commerce, Avenue Jean-Jaures (arrêt au Monument aux Morts), Boulevard de la République, Rue Bourbons, Rue des Hébertières, Eplanade Marceau, Place Stravinsky (dissolution).

Vous pourrez continuer ensuite à donner libre cours à votre joie.

Des bals populaires seront donnés sur les places publiques de vos quartiers et notamment sur les points de rassemblement visés ci-dessus.

Tous les établissements publics, cafés, brasseries, dancing, spectacles de toute nature, pourront rester ouverts toute la nuit.

DANS les tout prochains jours, la VICTOIRE sera célébrée officiellement au cours de cérémonies et de manifestations dont vous connaîtrez bientôt le programme.

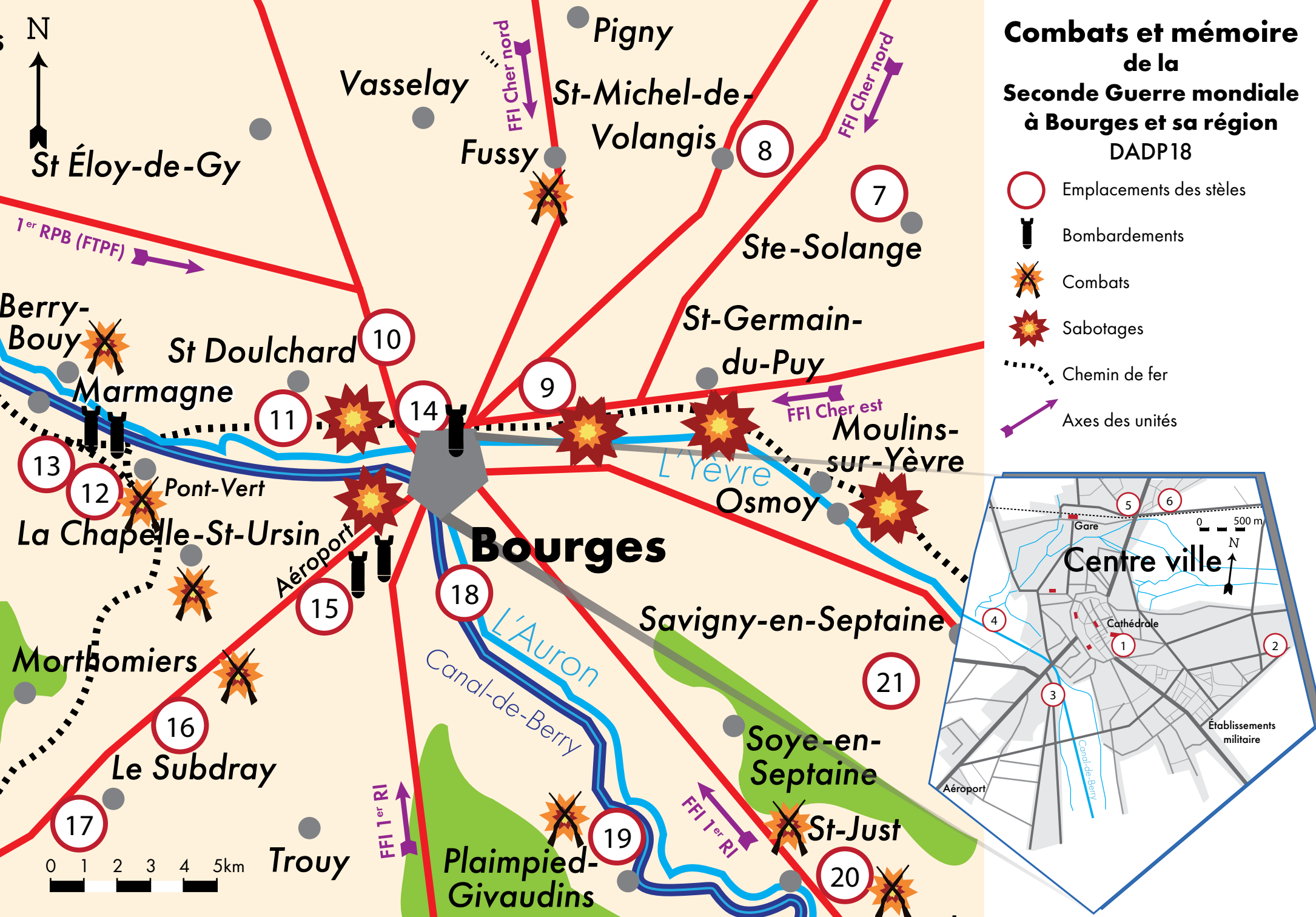
LE MAIRE DE BOURGES, Charles Cahet. LE PRÉFET DU CHER, Gustave Sarrin.

Dans les années suivant la Libération, la paix est rétablie, la République est reconstruite mais la vie quotidienne reste difficile. Face à ces défis, les débats politiques reprennent, malgré des appels à l'unité qui sont de moins en moins entendus. Dans ce climat se préparent les élections municipales de 1945, puis celles pour l'Assemblée constituante de 1946, scrutins pour lesquels les femmes votent et sont pour la première fois légalement éligibles.

Lorsque l'Allemagne nazie capitule sans conditions le 8 mai 1945, les requis du STO, les prisonniers de guerre capturés en 1940 et les survivants des camps de la mort rentrent chez eux. Le 30 avril 1945 arrivent en gare de Bourges les premiers déportés. Ils sont accueillis par la Croix Rouge à l'hôtel de la Bécasse. Certains publient ensuite le récit de leur parcours, beaucoup se sentent de moins en moins reconnus et écoutés. Ils témoigneront auprès des générations futures, mais plus tard et modestement.

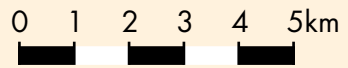
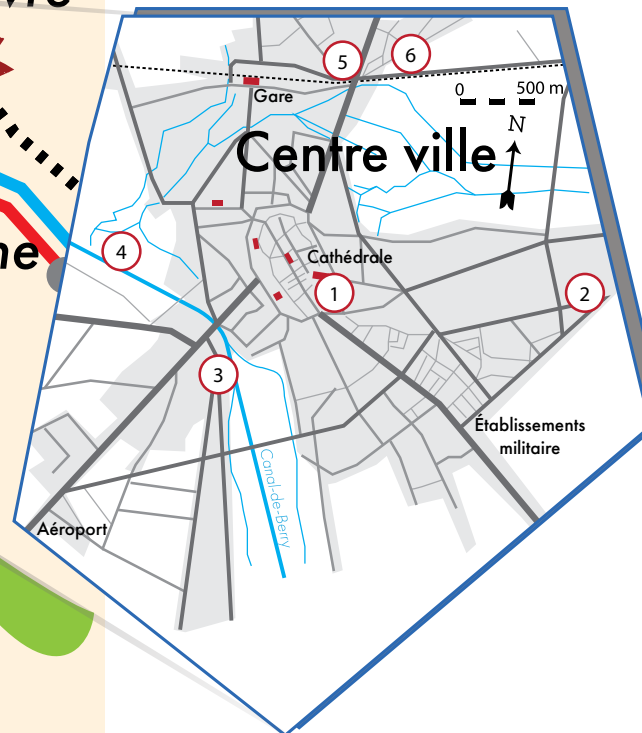


CÉRÉMONIE RÉALISÉE DEVANT LE MONUMENT AUX MORTS DE BOURGES EN 1946, RASSEMBLANT PLUSIEURS RÉSISTANTS-DÉPORTÉS AYANT SURVÉCU AUX CAMPS DE LA MORT. AD DU CHER, 140 J



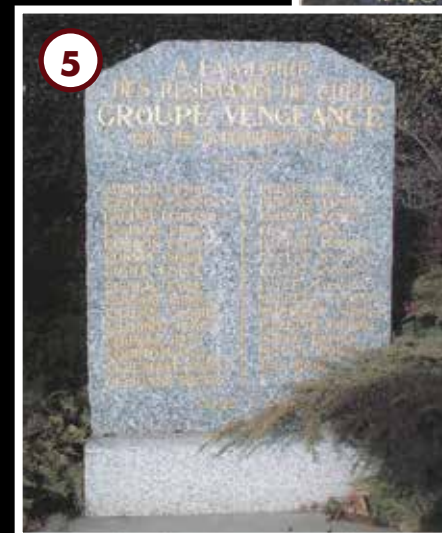
Complots et mémoire de la Seconde Guerre mondiale à Bourges et sa région DADP18

- Emplacements des stèles
- Bombardements
- Combats
- Sabotages
- Chemin de fer
- Axes des unités



➤ MONUMENTS ET STÈLES

- 1 **Bourges - place du 8 mai 1945**
Monument dédié à la Résistance
- 2 **Bourges - avenue des Bigarellles**
Stèle à la mémoire des fusillés, à Montifaut (Polygone de tir)
- 3 **Bourges - rue Théophile-Lamy**
Stèle à la mémoire des communistes morts pour la France
- 4 **Bourges - avenue du Pré-Doulet**
Stèle à la mémoire de Louis Billant et de Pierre Lebrun
- 5 **Bourges - angle de l'avenue Pierre-Semard et de l'avenue du général Challe**
Stèle à la mémoire des résistants déportés du groupe Vengeance
- 6 **Bourges** carré militaire du cimetière Saint-Lazare
- 7 **Saint-Germain-du-Puy - carrefour de la D 151 et de la D 955**
Stèle à la mémoire de Julien Girault, commandant « Maxime », 16 août 1944
- 8 **Saint-Michel-de-Volangis - D 186, route de Saint-Solange**
Stèle à la mémoire de Pierre Maudry, FFI, 14 septembre 1944
- 9 **Bourges - D 33, route de Saint-Michel**
Stèle à la mémoire des FFI Vernier et Chantelat, 25 août 1944
- 10 **Saint-Doulchard - D 76, détour du pavé**
Stèle à la mémoire de Michel Mornay, FFI, 5 septembre 1944



- 11 Saint-Doulchard**
Carré militaire du cimetière
- 12 Marmagne - Près de la D 23**
Stèle à la mémoire des FTPF, 22 et 25 août 1944
- 13 Marmagne - Pont Vert, en bordure du canal**
Stèle à la mémoire des victimes des bombardements des 4 et 27 juin 1944
- 14 Bourges - Asnières, mur de la façade de l'ancienne mairie**
Urne contenant de la terre de Buchenwald, en hommage à Pierre Boiteau
- 15 Le Subdray - près de la D 151**
Stèle à la mémoire de Lucien Bouillot, FFI, 1^{er} septembre 1944
- 17 Le Subdray - allée Paul-Dubois**
Stèle à la mémoire de Paul Dubois, FFI, 31 août 1944
- 16 Bourges - aéroport, route de Saint-Florent**
Stèle à la mémoire des FFI du 1^{er} RI, 23 août 1944
- 18 Bourges - Val d'Auron, face à l'entrée de la base nautique**
Stèle à la mémoire de René Redon, FFI 1^{er} RI, 29 août 1944
- 19 Plaimpied - route de Trouy**
Stèle à la mémoire des soldats du 5^e bataillon de chasseurs à pied, 19 juin 1940
- 20 Saint-Just - route de Chambon**
Stèle à la mémoire des FFI du 1^{er} RI, 20 et 21 août 1944
- 21 Savigny-en-Septaine - site de Guerry**
Monument à la mémoire des Juifs massacrés aux Puits de Guerry, 24-26 juillet et 8 août 1944 (attention terrain militaire, accès libre non autorisé)



➤ EN MÉMOIRE DES MORTS POUR LA FRANCE

Ces listes reprennent par ordre chronologique de décès, les noms identifiés auprès du Service historique de la Défense, des résistants tués au combat ou fusillés à Bourges et sa région, arrêtés puis morts en déportation, des victimes juives arrêtées puis assassinées, des civils et des militaires morts pour la France sur le territoire. Dressées à la lumière des sources disponibles, ces listes ne pourraient bien sûr prétendre à l'exhaustivité.

NOM prénom (âge lors du décès), appartenance éventuelle à un mouvement ou réseau de Résistance, unité militaire, date de décès, lieu de décès pour les déportés.

RÉSISTANTS FUSILLÉS

Liste des hommes arrêtés pour motif de résistance dans le Cher, condamnés à mort par le tribunal militaire allemand et fusillés à Montifaut (polygone de tir de Bourges)

PLANÇON Jules (51 ans) - 11/04/1942

MASSE Jacques (22 ans) - 9/05/1942

LOTHE Jean (22 ans) - 9/05/1942

GIROUILLE Albert (28 ans) - 11/05/1942

NOVARA Paul (25 ans) - 11/05/1942
(soldat de la Wehrmacht fusillé aux côtés d'Albert Girouille pour avoir refusé de participer à son peloton d'exécution)

VERNIN Alphonse (19 ans) - 3/06/1942

TOURNANT Charles (38 ans) 13/08/1943

Exécution des membres du mouvement Libération-Sud de Sancoins et Saint-Amand-Montrond - 7/10/1943

GUILLEMET Marcel (39 ans)

PECQUEUX Paulin (31 ans)

LUCAS Maurice (30 ans)

ROZET Emile (57 ans)

TAPISSIER Maurice (29 ans)

LAGARDE Robert (29 ans)

ROLLIN Georges (37 ans)

DURUISSEAU Fernand (56 ans)

CLEMENT Alfred (30 ans)

LEGEAY Robert (19 ans) - 18/11/1943

JAGUIN Jean (17 ans) - 18/11/1943

Exécution des membres du maquis FTPF d'Ivoy-le-Pré - 23/11/1943

PLUQUET Michel (18 ans)

MELNICH Roger (34 ans)

GUILLAUME Julien (22 ans)

GOESSE Eugène (19 ans)

SCHULPEN André (17 ans)

ROGER Georges (21 ans)

DORDAIN Gabriel (39 ans)

SADAN Raymond (20 ans)

POULARD Eugène (32 ans)

RENE René (20 ans) - 1/03/1944

CLERY Bernard (20 ans) - 13/05/1944

MOREAU Alexandre (19 ans) - 20/05/1944

ROY Gaston (21 ans) - 20/05/1944

MARTINET Pierre (20 ans) - 20/05/1944

VEILLARD Emile (44 ans) - 16/06/1944

DUPUIS Albert (18 ans) - 16/06/1944

AUGER Marceau (19 ans) - 16/06/1944

CHATELET Jean (18 ans) - 16/06/1944

LETOURNEUX Albert (20 ans)

LEMONIER Robert (18 ans)

SENEE André (22 ans) - 11/07/1944

CHAVANON François (41 ans) - 11/07/1944

COURTAT Raoul (35 ans) - 11/07/1944

RÉSISTANTS MORTS EN DÉPORTATION

Personnes arrêtées dans le Cher pour faits de Résistance, décédées ou disparues en déportation
FNFL : Front national de lutte pour la liberté de la France, FTPF : Francs-tireurs et partisans français, LN : Libération-Nord

BUVAT Louis (50 ans) - FNLLF - août 1942 - Auschwitz-Birkenau

THIAIS Isidore (53 ans) - 23/08/1942 - Auschwitz-Birkenau

KAISER Albert (ou Keyser) (41 ans) - 02/09/1942 - Auschwitz-Birkenau

GERMAIN Joseph (31 ans) - 18/09/1942 - Auschwitz-Birkenau

HANUS Sidonius (21 ans) - disparu en déportation le 06/05/1943 - prison de Karlsruhe

DENEFLÉ Louis (38 ans) - septembre 1943 - Buchenwald

LANGLOIS Henri (48 ans) - réseau Hector - 28/10/1943 - prison de Cologne

JOLIVET Lucien (23 ans) - 26/01/1944 - Mauthausen

PICARD André (36 ans) - 28/01/1944 - Gross-Rosen

THIAUX Joseph (32 ans) - 02/02/1944 - Mauthausen

BOITEAU Pierre (45 ans) - FNLF - 15/02/1944 - Buchenwald

D'AMBERT Lucien (63 ans) - LN - 21/02/1944 - Buchenwald

DROUET Georges (36 ans) - 21/02/1944 - Mauthausen

AMICHOT Eugène (28 ans) - 12/03/1944 - Buchenwald

BOURLIAUD Elie (32 ans) - LN - 17/03/1944 - Buchenwald

REVEREND (ou Reverand) Emile (45 ans) - 17/03/1944 - Mauthausen

THIAULT Maurice Jules (dit Robert) (41 ans) - réseau Marc France - 07-05-1944 - Mauthausen

BERNAGOUT Fernand (44 ans) - 02/06/1944 - Sachsenhausen

DOLS Jean (20 ans) - disparu en déportation le 08/06/1944 - Dora

RIGUET Robert (48 ans) - Vengeance - disparue en déportation le 06-06-1944 - Dora

FOUQUEREAU Arsène (45 ans) - 08/06/1944 - Dora

FOULHAC Jean (40 ans) - 29/06/1944 - Neuengamme

LEMAUR Arthur (54 ans) - disparu en déportation le 03/07/1944 - Buchenwald

MASSEÉ Lucien (20 ans) - disparu en déportation le 02/08/1944 - Gross-Rosen

CAUNOIS Fernand (46 ans) - disparu en déportation le 21/08/1944 - Dora

MELION Alfred (50 ans) - Vengeance - 24/08/1944 - Buchenwald

PERAS Roger (20 ans) - Vengeance - 30/09/1944 - Neuengamme

BURIEAU Emile (45 ans) - Vengeance - 14/10/1944 - Dora

RICHOUX Marcel (43 ans) - 27/10/1944 - Dora

LEBRUN Pierre (59 ans) - 20/11/1944 - Neuengamme

QUINET Léon (44 ans) - 20/11/1944 - Gross-Rosen

MAGAUT Jean (33 ans) - décembre 1944 - Neuengamme

MOSNIER Henri (35 ans) - 04/12/1944 - Neuengamme

DUBOIS Marc (23 ans) - FTPF - 25/12/1944 - prison de Wertingen

BESSON Jean (35 ans) - 31/12/1944 - Wolfenbüttel

DE LAGARDE Hubert (46 ans) - réseau Eleuthère - 25/01/1945 - Dora

LAGRANGE Eugène (38 ans) - 26/01/1944 - Buchenwald

DELAIR Jean-Frédéric (36 ans) - disparu en déportation le 17/01/1945 - Bergen-Belsen

BRUNET Raymond (39 ans) - 22/01/1945 - Dora

BRUNNER Paul (24 ans) - 26/01/1945 - Dora

CANON Bernard (25 ans) - décédé le 9/02/1945 - Buchenwald

DROUIN Justin (36 ans) - 21/02/1945 - Dora

PITRAU Daniel (22 ans) - Vengeance - 24/02/1945 - Bergen-Belsen

PERNIER Louis (23 ans) - réseau AJAJ - 02/03/1945 - Neuengamme

LABBE Adolphe (30 ans) - 06/03/1944 - Mauthausen

HENNO Yves (21 ans) - 07/03/1945 - prison de Mirow

BONNIN Pierre (23 ans) - Vengeance - 14/03/1945 - Dora

LAUVERJAT Hippolyte ou Marcel (40 ans) - 15/03/1945 - Neuengamme

BERTHAULT Augustin (40 ans) - 20/03/1945 - Bergen-Belsen

MIOULANE Maurice (36 ans) - Vengeance - 28/03/1945 - Mauthausen

AUGER André (51 ans) - Vengeance - avril 1945 - Flossenbürg

FOURNIER Roger (25 ans) - 06/04/1945 - Dachau

GONIN Albert (37 ans) - 07/04/1945 - Mauthausen

BONDON Pierre (48 ans) - Vengeance - 10/04/1945 - Buchenwald

BALLAIRE Marcel (55 ans) - Vengeance - 10/04/1945 - Bergen-Belsen

MOUILLET Charles (50 ans) - Vengeance - 11/04/1945 - Dora

CHARRIOT Henri (45 ans) - Vengeance - 13/04/1945 - Gardelegen

CHIRADE René (25 ans) - Vengeance - 13/04/1945 - Bergen-Belsen

MALBERT Georges (46 ans) - Vengeance - 13/04/1945 - Gardelegen

PERRAUDIN André (20 ans) - Vengeance - disparu le 13/04/1945 lors de l'évacuation de Gardelegen

PILLETTE Pierre (23 ans) - Vengeance - 13/04/1945 - Gardelegen

CHALLE Hubert (26 ans) - LN - décédé le 15/04/1945 lors du retour de déportation - Buchenwald

CASSANT Pierre (52 ans) - Vengeance - 23/04/1945 - Neuengamme

SIROP André (46 ans) - 24/04/1945 - Mauthausen

ESCHBACH René (35 ans) - Vengeance - 27/04/1945 - Bergen-Belsen

AUPETIT Pierre (19 ans) - Vengeance - 28/04/1945 - Ravensbrück

FERANDON Maurice (42 ans) - décédé le 07/05/1945 lors du retour de déportation - Sachsenhausen

PAIRIERE Marcel (50 ans) - décédé le 15/05/1945 lors du retour de déportation - Buchenwald

LASSEUR Roger (34 ans) - 22/05/1945 - Mauthausen

LAURENT Jean (17 ans) - 08/06/1944 - Dora

BLAISON René (22 ans) - Vengeance - 15/06/1945 - Bergen-Belsen

RÉSISTANTS TUÉS AU COMBAT

Liste des FFI et FTPF tués au combat ou en service commandé, abattus par les Allemands ou les Miliciens, ou encore décédés des suites de leur blessure.

PERRY Pierre (19 ans) - FFI - 07/06/1944 - Bourges
SENEE François (23 ans) - FFI - 11/07/1944 - Bourges
GIRAULT Julien (43 ans) - FTPF - 16/08/1944 - Saint-Germain-du-Puy
BORDERY Edmond (43 ans) - FTPF - 18/08/1944 - Morthomiers

COMBATS DE SAINT-JUST - 20 ET 21/08/1944

BARRE Jacques (20 ans) - FFI 1^{er} RI
D'ARLOT DE CUMOND Henri (21 ans) - FFI 1^{er} RI
DE REBOUL Jacques (21 ans) - FFI 1^{er} RI
GUEIT Henri (20 ans) - FFI 1^{er} RI
SCHMALTZ Emile (23 ans) - FFI 1^{er} RI
DE MANGOU Charles (x ans) - FFI 1^{er} RI
RIZOS Achille (x ans) - FFI 1^{er} RI

COMBATS DE MARMAGNE - PONT VERT 22 ET 25/08/1944

BERNARD Léon (43 ans) - FTPF
JACQUEMARD Pierre (20 ans) - FTPF
MAGNIN Raymond (41 ans) - FTPF
THEVENOT Jean (21 ans) - FTPF
CHASSAGNE Raymond (x ans) - FTPF
BONNIVIN Albert (x ans) - FTPF

COMBAT DE BOURGES, ROUTE DE SAINT-FLORENT 23/08/1944

EMERY René (20 ans) - FFI 1^{er} RI
FAVREAU Marceau (18 ans) - FFI 1^{er} RI
PICHON Robert (19 ans) - FFI 1^{er} RI
LAUDAT René (x ans) - FFI 1^{er} RI
CHANTELAT Paul (27 ans) - FFI Cher Nord - 25/08/1944 - Bourges
VERNIER Henri (39 ans) - FFI Cher Nord - 25/08/1944 - Bourges
DUBOIS Louis (58 ans) - FFI - 26/08/1944 - Berry-Bouy
GENOUX LUBAIN Arsène (28 ans) - FFI - 28/08/1944 - Bourges
REDON René (x ans) - FFI 1^{er} RI - 29/08/1944 - Bourges
DUBOIS Paul (24 ans) - FFI 1^{er} RI - 31/08/1944 - Le Subdray
BOUILLOT Lucien (x ans) - FFI - 01/09/1944 - Le Subdray
MORNET Michel (32 ans) - FFI - 05/09/1944 - Saint-Doulchard
GOETSCHI Jacques (17 ans) - FFI - 08/09/1944 - Bourges
DALLET Elie (29 ans) - FFI - 10/09/1944 - Bourges
POUPARDIN Emile (28 ans) - FFI - 10/09/1944 - Bourges
LETOURNEAU André (22 ans) - FFI - 11/09/1944 - Bourges

LETOURNEUX Albert (20 ans) - FTPF - 11/09/1944 - Bourges
MAUDRY Pierre (23 ans) - FFI - 14/09/1944 - Saint-Michel-de-Volangis
MORIZET Georges (24 ans) - FFI - 12/10/1944 - Bourges
BONNEAU Emile (24 ans) - FTPF - 13/10/1944 - Bourges
MALLET Albert (49 ans) - FFI Cher Nord - 25/10/1944 - Bourges
TAVERNIER Jules (21 ans) - FTPF - 02/11/1944 - Bourges
LEVISTE Victor (20 ans) - FFI - 00/05/1945 - Bourges

JUIFS MORTS EN DÉPORTATION

Liste des personnes juives arrêtées à Bourges et sa région, déportées et assassinées dans le centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau (sauf mention contraire)

BRENER Henri (36 ans) - 29/04/1942
KASIMIR Paul (30 ans) - disparu en déportation le 05/06/1942
LOPAS Samuel (34 ans) - disparu en déportation le 05/06/1942
SZUBERSKI Majer (23 ans) - disparu en déportation le 05/06/1942
SZUBERSKI Eva (42 ans) - disparue en déportation le 22/06/1942
GOLDBERG Bernard (20 ans) - disparu en déportation le 28/06/1942
KIERSZENBLAT Henriette (16 ans) - 02-07-1942
MOLINA Esther (44 ans) - 02-07-1942
CLIGMAN Haia (18 ans) - 03/07/1942
GOLDBERG Renée (15 ans) - 03/07/1942
MOHA Suzy (25 ans) - 21/07/1942
JERUSALMI Sami (32 ans) - 22/07/1942
NEUMAN Gitta (25 ans) - 22/07/1942
REMBA Judessa (39 ans) - 22/07/1942
SCHAINER Bernard (17 ans) - 22/07/1942
KIERSZENBLAT Mojsie (42 ans) - 27/07/1942
JEDWAB Chaïm (50 ans) - 28/07/1942
ROTCAJG Charles (18 ans) - 05/08/1942
KLATKIEWICZ Laja (43 ans) - 08/08/1942
FEIGELMANN Alexandre (31 ans) - 10/08/1942
NEUMAN Rubin (55 ans) - 12/08/1942
BARDAVID Israël (37 ans) - 15/08/1942
NEUMAN Guttman (31 ans) - 15/08/1942
POTACK Leib (52 ans) - 15/08/1942
AJZENBERG Rynska (22 ans) - 22/08/1942
GLATT Anna (30 ans) - disparue en déportation le 28/08/1942
GLATT Barend (56 ans) - disparu en déportation le 28/08/1942
GLATT Eva (29 ans) - disparue en déportation le 28/08/1942

GLATT Herma (57 ans) - disparue en déportation le 28/08/1942
FLOMENBAUM Szulen (16 ans) - 02/09/1942
MELCER Chaga (49 ans) - disparue en déportation le 18/09/1942
GOLDBERG Esther (52 ans) - disparue en déportation le 21/09/1942 - Pithiviers
GOLDBERG Mosche (54 ans) - disparu en déportation le 21/09/1942 - Pithiviers
NAPARSTEK Szlama (20 ans) - disparu en déportation le 23/09/1942
LEVINE Paul (17 ans) - 25/09/1942
BLOCH Marcel (45 ans) - 25/09/1942
OREMIATZKI Henri (21 ans) - 25/09/1942
BUCHBINDER Pessa (48 ans) - 26/09/1942
LORBER Saja (39 ans) - 26/09/1942
OREMIATZKI Bernard (21 ans) - 28/09/1942
WEIL Henri (34 ans) - 30/09/1942
ZIELONKA Léon (30 ans) - disparu en déportation le 02/03/1943
KIRSZBAUM Lejzor (48 ans) - disparu en déportation le 11/02/1943
ERLICHMAN Jachwet (46 ans) - 30/03/1943 - Sobibor
KOHN Hersch (58 ans) - 12/12/1943
MEYER Jeanne (66 ans) - 10/03/1944
MEYER Lucien (70 ans) - 10/03/1944
JEDWAB Anna née Irlich (42 ans) - 12/03/1944
IVANKOVITZER Yanka (20 ans) - 01/06/1944
ROTTMANN Mireille (12 ans) - 05/08/1944
ROTTMANN Sarah (30 ans) - 05/08/1944
WEIL Louise née Samuel (34 ans) - fin 1944

JUIFS MASSACRÉS À GUERRY

Liste des victimes juives massacrées aux Puits de Guerry, Savigny-en-Septaine

VICTIMES DU 24/07/1944

BERNHEIM-DENNIERY Fernand (76 ans)
BRUNSCHWIG Armand (72 ans)
DAVIDOVICI Maier (51 ans)
DAVIDOVICI Sylvain (16 ans)
DREYFUS Isaac (85 ans)
GRUMBACH Elie (42 ans)
HALKIN Salomon (62 ans)
HALKIN Charles (23 ans)
JEANKELOWITZSCH Pierre (54 ans)
KAHN Lucien (57 ans)
KLEIN Adolphe (53 ans)
LEVY Gaston (62 ans)
LEVY Salomon (70 ans)
MESCHEL Marck (40 ans)
METZGER Michel (72 ans)
NATHAN Léon (68 ans)

ROSENFELD Alexandre (41 ans)
SALOMON Jean (43 ans)
SMOLIAK Charles (54 ans)
STRAUSS Simon (47 ans)
WALEWYK Marcel (16 ans)
WEIL Edmond (76 ans)
WEIL Fernand (45 ans)
WEILL Gédéon (51 ans)
WOLF Félix (67 ans)

VICTIMES DU 26/07/1944

JUDA André (59 ans)
JUDA Georges (51 ans)
SEIDEN Mojzesz (32 ans)

VICTIMES DU 08/08/1944

BILLOU Germaine (49 ans)
JEANKELOWITZSCH Fanny (45 ans)
KRAEISEN Marthe (51 ans)
LANG Jeanne (68 ans)
LEVY Mina (60 ans)
SMOLIAK Blanche (67 ans)
STRAUSS Colette (18 ans)
WOLF Alphonsine (53 ans)

VICTIMES CIVILES

Morts pour la France à Bourges et sa région

1939

MAIGNANT Lucien (36 ans) - 26/12/1939

1940

PELLERY Louis (42 ans) - 21/01/1940
GUERRERO Clara (39 ans) - 11/05/1940
ROGGESMANS Valentin - 29/05/1940
BLOCK (De) Rémi (41 ans) - 05/06/1940
BLONDELET Louis (47 ans) - 05/06/1940
DELCOMINETTE François (46 ans) - 05/06/1940
DEVILLERS Armand (19 ans) - 05/06/1940
GRANDMAIRE Daniel (19 ans) - 05/06/1940
LIGAUD Gabriel (36 ans) - 05/06/1940
MARTINAT Jean-Baptiste - (53 ans) - 05/06/1940
NORMOY Emile (39 ans) - 05/06/1940
ROBERT Lucien (19 ans) - 05/06/1940
ROBERT Charles (44 ans) - 05/06/1940
TAVERNIER Madeleine (24 ans) - 05/06/1940
LECLERC Marthe (27 ans) - 06/06/1940
AULARD Louis (41 ans) - 10/06/1940
PEAUDECERF Emile (36 ans) - 10/06/1940

GODIVEAU Joseph (65 ans) - 13/06/1940
BERTRAND Henry (29 ans) - 16/06/1940
CLAUSE Rosé (77 ans) - 16/06/1940
DROUIN Marie (74 ans) - 16/06/1940
GALOUZEAU Lucie (36 ans) - 16/06/1940
LOUBEAUT Ernestine (44 ans) - 16/06/1940
MALASSENET Andrée (38 ans) - 16/06/1940
MARBOUYT Georgette (23 ans) - 16/06/1940
MARCEAU Charles (31 ans) - 16/06/1940
MARCEAU Auguste - 16/06/1940
LEKAEN Marie-Louise - 16/06/1940
SARAZIN Roger (19 ans) - 16/06/1940
TREMEAU Marie (47 ans) - 16/06/1940
BENARD Emilienne (60 ans) - 17/06/1940
BENOIT Georges (25 ans) - 17/06/1940
BENARD Emilienne (60 ans) - 17/06/1940
BENOIT Georges (25 ans) - 17/06/1940
BERNES Constance (54 ans) - 17/06/1940
CATHELIN Romain (64 ans) - 17/06/1940
DELANCRAY Mauricette (12 ans) - 17/06/1940
DERAIS Henri (26 ans) - 17/06/1940
DUPRE Fernande (49 ans) - 17/07/1940
FOLGOAS Charles (48 ans) - 17/06/1940
GRIMEAU Louis (9 ans) - 17/06/1940
GRIMEAU Pierre (5 ans) - 17/06/1940
HAMIAUX Henri (70 ans) - 17/06/1940
HAUMONTE Suzanne (49 ans) - 17/06/1940
HAUPERTIN Bérange (28 ans) - 17/06/1940
PERTUS Antoine (62 ans) - 17/06/1940
RUTAUD Alexandrine (35 ans) - 17/06/1940
BIAUDET Josette - 18/06/1940
BONIN Marie (28 ans) - 18/06/1940
GUILLERAULT Daniel (6 ans) - 18/06/1940
ROSANVALLON Juliette (51 ans) - 18/06/1940
VERSGOgne Yvette (8 ans) - 18/06/1940
BURE Michèle (1 an) - 19/06/1940
MASSIOT Amélie (60 ans) - 19/06/1940
CLEMENT Henriette (63 ans) - 20/06/1940
MENTZ Marguerite (60 ans) - 20/06/1940
ROBOEUF Robert (14 ans) - 20/06/1940
SALLE Léonce (77 ans) - 20/06/1940
DEPEE Alexandre (69 ans) - 21/06/1940
MICHET Marie (50 ans) - 21/06/1940
BOURDEAU Charles (62 ans) - 22/06/1940
GRIMEAU Alix (57 ans) - 23/06/1940

JEROME Andrée (20 ans) - 23/06/1940
BARBIER Charles (65 ans) - 24/06/1940
PEREIRA José (35 ans) - 25/06/1940
PERRET Anne (55 ans) - 26/06/1940
VANNIER Marthe (47 ans) - 26/06/1940
PORTIN Suzanne (67 ans) - 01/07/1940
CHEMIN Gabriel (14 ans) - 02/07/1940
CHAMBET Pierre (55 ans) - 05/07/1940
BERNARD Catherine (60 ans) - 08/07/1940
BODOT Claire (58 ans) - 08/07/1940
ROBIN Eugénie (27 ans) - 10/07/1940
BASTIEN Joséphine (73 ans) - 17/07/1940
TOURNY Paulette (20 ans) - 24/07/1940
TESSIER Angèle (78 ans) - 29/07/1940
STRATOPOULOS Marguerite (38 ans) - 02/08/1940
MILLERET Jean (3 ans) - 04/08/1940
LEPINAT Victor (51 ans) - 18/11/1940

1941

VERSCHAEREN Aloïs (40 ans) - 20/09/1941
PICHON Henri (47 ans) - 10/12/1941

1943

MAUREL Raymond (21 ans) - 22/06/1943
SANLAVILLE Marie Louise (28 ans) - 23/08/1943
VERILHAC Maurice (38 ans) - 23/08/1943
CLEMENT Alfred (30 ans) - 07/10/1943
SCHULPEN André (17 ans) - 23/11/1943

1944

PARPAIS Jean (73 ans) - 06/02/1944
BILLON Albertine (43 ans) - 10/04/1944
BILLON Christiane (12 ans) - 10/04/1944
BILLON Aimée (6 ans) - 10/04/1944
BILLON Geneviève (1 an) - 10/04/1944
BISSON Armand (36 ans) - 21/04/1944
GIRAULT Joseph (49 ans) - 25/05/1944
CAILLAULT André (22 ans) - 04/06/1944
CAILLAULT Anne Marie (23 ans) - 04/06/1944
COUPEAU Camille (48 ans) - 04/06/1944
COUPEAU Michel (9 ans) - 04/06/1944
DUPONT René (36 ans) - 04/06/1944
DUQUENNE Jean (28 ans) - 04/06/1944
FOUCARD Marcel (17 ans) - 04/06/1944
MOREAU Jeannine (22 ans) - 04/06/1944

PAILLOUX Françoise (2 ans) - 04/06/1944
PAILLOUX Jeanne (33 ans) - 04/06/1944
PERU Georgette (51 ans) - 04/06/1944
RENAUD Marcel (41 ans) - 04/06/1944
RAYMOND Narcisse (39 ans) - 04/06/1944
SZEZEZIAK Kasimir (40 ans) - 04/06/1944
THEME Bernadette (20 ans) - 04/06/1944
DELCOMINETTE François (46 ans) - 05/06/1940
GILBERT René (16 ans) - 05/06/1944
BLANCHET Marie (57 ans) - 06/06/1944
BROUILLET Roger (54 ans) - 06/06/1944
AUGER Marceau (20 ans) - 16/06/1944
ROY Madeleine (16 ans) - 16/06/1944
VEILLARD Emile (45 ans) - 16/06/1944
TISSERAND Lucien (36 ans) - 18/06/1944
LE BLANC Abel (33 ans) - 25/06/1944
GUYOT Charles (24 ans) - 26/06/1944
HUNAULT Gustave (26 ans) - 26/06/1944
PARISON Ninon (22 ans) - 26/06/1944
MORLET Emile (42 ans) - 26/06/1944
BAUJARD Louise (57 ans) - 28/06/1944
BAILLY Andrée (15 ans) - 27/06/1944
BAILLY Léonie (39 ans) - 27/01/1944
BARONNET Juliette (64 ans) - 27/06/1944
BAUJARD Alexandre (60 ans) - 27/06/1944
BOUCHAUD Madeleine (35 ans) - 27/06/1944
BOUCHAUD Jean Pierre (5 ans) - 27/06/1944
BONIVIN Albert (30 ans) - 22/08/1944
FLIN Marguerite (53 ans) - 27/06/1944
FOUGERE Marie Louise (64 ans) - 27/06/1944
GOASDOUE Bernadette (14 ans) - 27/06/1944
GOASDOUE Alice (46 ans) - 27/06/1944
LECAS Virginie (69 ans) - 27/06/1944
MECHIN Jules (67 ans) - 27/06/1944
REFAIT René (50 ans) - 28/06/1944
CARCY Emile (38 ans) - 17/07/1944
SUARD Simon (47 ans) - 24/07/1944
CORBEAU Octave (52 ans) - 28/07/1944
VAILLANT Roger (20 ans) - 03/08/1944
JACQUIN Robert (31 ans) - 09/08/1944
LELOUP Louis (30 ans) - 17/08/1944
CHARRIER Madeleine (40 ans) - 20/08/1944
MONCHATRE Pierre (17 ans) - 20/08/1944
MORIJOT Laurent (22 ans) - 22/08/1944
PERROT Henri (54 ans) - 25/08/1944

DEPARDIEU Louis (79 ans) - 28/08/1944
MILLET André (25 ans) - 01/09/1944
PETIT Yves (7 ans) - 06/09/1944
BUFFET Jean (79 ans) - 11/09/1944
GILLET Eugène (52 ans) - 12/09/1944
GESLIN Marcel (6 ans) - 05/10/1944
ROUZEAU Fernand (45 ans) - 10/12/1944

1945

ROBIN Louise (49 ans) - 16/04/1945
DESLIAS Pierre (23 ans) - 17/06/1945

MILITAIRES MORTS POUR LA FRANCE

RTM : régiment de tirailleurs marocains,
RTT : régiment de tirailleurs tunisiens, BTA : bataillon de tirailleurs algériens, RA : régiment d'artillerie, RAL : régiment d'artillerie lourde, BTS : bataillon de tirailleurs sénégalais, REI : régiment étranger d'infanterie, RAD : régiment d'artillerie divisionnaire, RI : régiment d'infanterie, RR : régiment régional, ETEM : escadron du train des équipages militaires, RG : régiment du génie, CTIC : centre de transition des troupes indigènes coloniales, RIC : régiment d'infanterie coloniale, RD : régiment de dragons, RCP : régiment de chasseurs parachutistes, BCP : bataillon de chasseurs portés, Bat.art. : Bataillon de l'artillerie, COM : Centre d'organisation motocycliste, GRD : Groupe de reconnaissance divisionnaire, BA : Base aérienne, GB : Groupe de bombardement, EA : escadre d'aviation, CRMA : Commission réception munitions artillerie, DI : Dépôt d'infanterie, DCA : Défense contre avion, DA : Dépôt d'artillerie, DC : Dépôt colonial, ECPB : École centrale de la pyrotechnie de Bourges, EMSM : École militaire du service du matériel...

1939

LAUZANNE Paul (49 ans) - ECPB - 16/10/1939
BERWAER Raymond (26 ans) - Dépôt 52 bis Avord - 1/12/1939
MOUCHERAT Gaston (22 ans) - 22^e RTA 08/12/1939
PERRIN Henri (19 ans) - BA 125 - 17/12/1939
TRINQUET Gaston (29 ans) - 4^e EA - 18/12/1939

1940

MENZAGHI Joseph (29 ans) - 52^e DI - 16/01/1940
PILLET Gaston (32 ans) - 25^e DA - 17/01/1940
LAUMAIN Fernand (35 ans) - 59^e DC - 24/01/1940
PESTY Arthur (20 ans) - 52^e DI - 30/01/1940

DELBEAU Alfred (25 ans) - 49° BCC - 01/02/1940

LE MOAL Joseph (34 ans) - 59° DC - 10/02/1940

VACHER Jean (42 ans) - 53° RR - 24/03/1940

CASTELLANE René (22 ans) - BA 127 d'Avord - 05/04/1940

GENRIES Eugène (37 ans) - 69° DC - 06/04/1940

DELORME Fernand (41 ans) - 434° RP - 03/05/1940

LECOMTE Jules (35 ans) - 434° RP - 05/05/1940

MENU Maurice (29 ans) - 05/06/1940

LECOURT Jean-Baptiste (38 ans) - 401° DCA - 05/05/1940

FAUCONNET Jules (23 ans) - BA 129 - 10/05/1940

GIRARD Roger (20 ans) - BA 127 d'Avord - 10/05/1940

ERNST Christian (22 ans) - 11/05/1940

GAREL Lucien (29 ans) - Dépôt n° 52 bis d'Avord - 11/05/1940

CHARBONNIER Roland (39 ans) - BA 127 d'Avord - 11/05/1940

CHANAL Louis (25 ans) - BA 127 d'Avord - 12/05/1940

SAIDKRATAR BEN Mohamed (35 ans) - 52° RTA - 12/05/1940

YAHIA BEN EL Hadj (33 ans) - 52° DI - 13/05/1940

RASSE Charles (22 ans) - 511° RCC - 13/05/1940

HONORAT Léon (23 ans) - 11° RG - 18/05/1940

CHARRON Roger (41 ans) - Artillerie - 05/06/1940

ROUXEL Louis (46 ans) - 05/06/1940

DIMPRE Louis (34 ans) - Dépôt n° 52 bis Avord - 05/06/1940

CHERUEL René (41 ans) - CRMA - 05/06/1940

ROUTIER Louis (46 ans) - 12° Cie de travailleurs - 08/06/1940

RAOUL-CASTELNAU Louis (24 ans) - GB I/21 - 14/06/1940

DUMON Pierre (26 ans) - GB II/21 - 14/06/1940

DUPONT Philémon (30 ans) - BA 127 d'Avord - 13/06/1940

BIGOUDOT Jean (30 ans) - Bat. Art. - 16/06/1940

SERGUIER Marcel (35 ans) - 10° GRCA - 16/06/1940

SERVIERE Emile (26 ans) - 140° RIA - 16/06/1940

LEROY Gaston (38 ans) - 302° RA - 16/06/1940

CASSIEDE Alexis (35 ans) - 2° Cie SMG 16/06/1940

COVET Pierre (30 ans) - 16/06/1940

GAUDET Léon (28 ans) - 99° RIA - 16/06/1940

GIMBERT Roger (31 ans) - 234° RAL - 16/06/1940

VERMOREL Jean (37 ans) - 8° ETEM - 17/06/1940

PREMIER Armand (26 ans) - 101° RI - 17/06/1940

MERVILLE Pierre (25 ans) - Etat-major - 17/06/1940

DESVIGNES Louis (25 ans) - GAO - 17/06/1940

GABERT Gabriel (26 ans) - 334° CC - 17/06/1940

LANGLOIS Richard (21 ans) - 4° RIC - 17/06/1940

LONGO Pierre (24 ans) - 305° RA - 17/06/1940

QUILICHINI Jules (28 ans) - 15° ETEM - 18/06/1940

PERRET Ernest (27 ans) - 31° RAD - 18/06/1940

MENU Léonard (28 ans) - DGI - 18/06/1940

BIVEN Lucien (44 ans) - 11° RG - 18/06/1940

COMPAIN Emile (42 ans) - 53° RR - 18/06/1940

COMPAIN Emile (42 ans) - 53° RR - 18/06/1940

GIRAUDAT Léon - 29° RA - 18/06/1940

DERON Georges (24 ans) - 46° RI - 19/06/1940

CREUSOT Louis (27 ans) - 5° BCP - 19/06/1940

CREUSOT Louis (27 ans) - 5° BCP - 19/06/1940

FAUGEROUX Fernand (25 ans) - 5° BCP - 19/06/1940

DEMANGE Roger (39 ans) - 5e BCP - 20/06/1940

FRANJOU Louis (26 ans) - 21/06/1940

POURCIN Marcel (25 ans) - 55° RA - 21/06/1940

CLEMENT Raymond (28 ans) - 46° RI - 21/06/1940

CLEMENT Raymond (28 ans) - 46° RI - 21/06/1940

PAULDURO Ferdinand (32 ans) - 1° REI - 23/06/1940

CARRAGE Antoine (20 ans) - COM - 25/06/1940

PY Jules (37 ans) - 235° RI - 25/06/1940

TRICON Gabriel (36 ans) - 31° RD - 30/06/1940

POULARD Maxime (22 ans) - 2° EA - 10/07/1940

CHARLET Joseph (53 ans) - 53° RR - 31/07/1940

BEN ABDESSELAM Mohammed (23 ans) - 3° RTM - 06/11/1940

ALLAL BEN Heimda (22 ans) - 5° RTM - 14/11/1940

MAMOUDOU Diallo (38 ans) - 26° RTS - 21/12/1940

MOHAMED BEN Abbou (25 ans) - 4° RTM - 22/12/1940

1941

NACER BEN Mohamed (26 ans) - 2° RTM - 04/01/1941

HOSSAINE BEN Mohamed (21 ans) - 5° RTM - 18/01/1941

KIMBILO Porgo - (24 ans) - 2° RTS - 31/01/1941

MOHAMED LASSOUED BEN YOUSSEF BEN Salah (33 ans) - 28° RTT - 02/02/1941

MYA BEN Thami - TM - 05/02/1941

TRAOULE Mamou (44 ans) - 08/02/1941

BEN MAATI Boujeki - 1° RTM - 11/02/1941

BEN DAHOU BEN Moha (22 ans) - 3° RTM - 18/02/1941

BOUZID BEN Ahmed (24 ans) - 5° RTM - 23/02/1941

ALEYA BEN MOHAMED BEN ACHANI Saidani (27 ans) - 28° RTT - 15/03/1941

LAMINE Diallo (21 ans) - 24° RTS - 22/03/1941

CAMARA Mory (27 ans) - 53° RTS - 25/03/1941

OUKKAL Mohamed (34 ans) - 93° DI - 28/03/1941

HAMOUDA BEN Salah (28 ans) - 28° RTT - 30/03/1941

KASSA BAGHDOUCHE BEN Ahmed (24 ans) - Dépôt n° 95 bis - 31/03/1941

SIRIKI Koné (32 ans) - 53° RIC - 13/04/1941

SOYER Maurice (36 ans) - 53° RIC - 13/04/1941

YAHYA BEY BEN Amar (32 ans) - 27° RTA - 23/04/1941

NASSER BEN Assal (34 ans) - 3° RTM - 24/04/1941

LARBI BEN Salah - 20° RTT - 25/04/1941

ABDELKADER BEN Larbi (40 ans) - 5° RTM - 04/05/1941

ALI BEN MOHAMED BEN M'HAMED Hamammi (30 ans) - 28° RTT - 06/05/1941

M'BARCK BEN Smail (27 ans) - 28° RTT - 06/05/1941

AMONA Perou (26 ans) - 10° BTA - 07/05/1941

SENI (29 ans) - 57° RAC - 21/05/1941

PITOUS Léon (27 ans) - 96° RIA - 23/06/1941

SA Ifono (23 ans) - 26° RTS - 04/07/1941

KAMARA Sori - 16° RTS - 05/11/1941

1942

NOUBAMBA Badiné (30 ans) - 17° BTS - 09/02/1942

SAKATI Diallo (24 ans) - CTTIC - 22/02/1942

TEMMAL SAID BEN AMARA (29 ans) - 18° RTA - 08/03/1942

1943

LATHULIERE Eugène (22 ans) - 401° DCA - 23/08/1943

LOPEZ Joseph (19 ans) - 401° DCA - 23/08/1943

SANGLARD Antoine (19 ans) - 401° DCA - 23/08/1943

GUILLEMET Marcel (39 ans) - 07/10/1943

LUCAS Maurice (30 ans) - DGER - 07/10/1943

AUDAT Paul (33 ans) - 309° RA - 03/11/1943

1944

ALI BEN Mohamed (33 ans) - 2° RTM - 19/05/1944

GADIAGA Maure (27 ans) - 487° RP - 17/07/1944

RAMARTINA (29 ans) - 221° RAC - 04/07/1944

CERDAN Joseph (24 ans) - 2° RCP - 22/07/1944

MALE Marcel - 12° RCUI - 27/08/1944

MALLET Robert (28 ans) - 12° RI - 27/08/1944

QUENTIN Jacques (22 ans) - 8° GRD - 07/11/1944

LAURENT Sylvain (24 ans) - 8° GRD - 09/11/1944

1945

PLAIS Henri (32 ans) - EMSM - 08/03/1945

POINSIGNON Clément (22 ans) - 30° RA - 07/04/1945

DOUCHET Georges (27 ans) - 110° RI - 18/04/1945

VIGNERON André (22 ans) - 1° RCP - 26/04/1945

SALLERON Geneviève (36 ans) - 1° RCP - 29/04/1945

Leurs noms doivent rester gravés dans la mémoire des générations à venir.

Merci d'avoir été l'honneur de la France, des valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de justice sociale.

➤ ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES :

Être Juif dans le Cher, 1939-1945, livre de l'exposition, Bourges, direction des Archives départementales et du patrimoine, 2023.

La Résistance dans le Cher 1940-1944, collectif, Orléans, SCEREN-CRDP, 2002.

Livre-mémorial des déportés du Cher, collectif, Bourges, Amis du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher et Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, 2016.

Cherrier Marcel, (M.), Pigenet (M.), *Combattants de la liberté, la Résistance dans le Cher*, Paris, Éditions Sociales, 1976.

Comité du souvenir de la tragédie des Puits de Guerry, *La tragédie de Guerry près de Bourges (Cher)*, Saint-Amand-Montrond, 1995 (réédition augmentée de l'édition par le Comité du Souvenir et de la Reconnaissance, 1945).

Jacquet (M.), Viollet (J.), Bonnin (J.-C.), Boursier (G.), Renaudat (M.), Ribault (J.-Y.), Thiault (B.), *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, Orléans, Scérén – CRDP, 2002.

Lyonnet (J.), *L'Affaire Paoli*, Nevers, Chassaing, 1964.

Nicault (M.), *Le Berry dans la guerre (1939-1945). La vie quotidienne sous l'Occupation*, Roanne, Le Coteau, Horvath, 1986.

Rafesthain (A.), *La Résistance aux mains nues : 1940-1944, des patriotes du Cher dans la lutte clandestine*, s.l., Royer, 1997 (réédition de l'ouvrage paru en 1985).

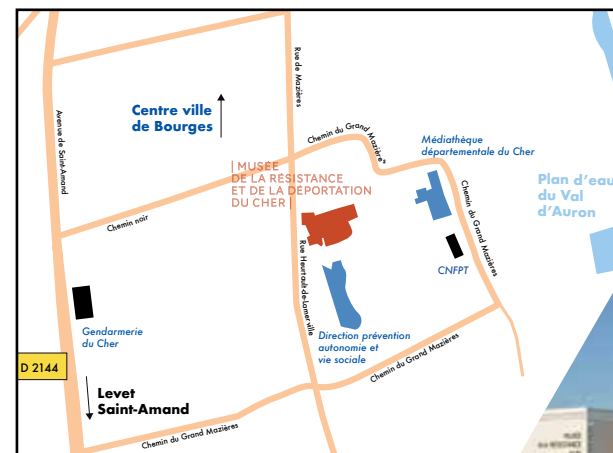
Rafesthain (A.), *1944... et le Cher fut libéré, les cent glorieuses de la Résistance*, s.l., Royer, 1990.

Ribault (J.-Y.), « De l'insurrection à la légalité : le rôle du Comité Départemental de Libération » dans *Bulletin d'information départemental du Cher*, n° 112, 15 octobre 1974.

Tolédano (M.), *Le Franciscain de Bourges*, Paris, Flammarion, 1967.

➤ INFORMATIONS PRATIQUES

Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher



À Bourges, au cœur du Berry.

Rue Heurtault-de-Lamerville
18000 BOURGES



L'entrée du musée est libre et gratuite.

Le musée est ouvert (sauf fermetures exceptionnelles) aux horaires suivants :
du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30
samedi, dimanche et jours fériés de 14 h 00 à 8 h 00

Contacts

Tél. : 02 48 55 82 60

E-mail : direction.archives@departement18.fr

Site internet : www.resistance-deportation18.fr

Amis du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher :

Rue Heurtault-de-Lamerville 18000 BOURGES

Accès

GPS : N 47 ° 3'32.81 '' – E 2 ° 23' 26.433''

Autoroute A71, Bourges Sortie n° 7

Bus depuis la gare SNCF, ligne 10, direction Centre équestre, arrêt Mazières.



Conception et réalisation : PAO EBVI Archives départementales Cd18 - Impression : Cd18 - Juin 2024

